

MINISTERE DE LA SANTE

REPUBLIQUE DU BENIN

BP 01-882 BENIN Tél. +229 21 33 2178/ 21 33 21 63 <u>sante.infos@qouv.bi</u> www.sante.gouv.bi

PLAN D'ACTION NATIONAL DE LA SECURITE SANITAIRE DU BENIN 2019 - 2021

11 Mars 2019



Sigles et acronymes

AD : Atacora/Donga

AOF : Attributions, Organisation et Fonctionnement

CS : Centre de Santé

DDS : Direction Départementale de la Santé

EEZS : Equipe d'Encadrement de Zone Sanitaire

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ORSEC : Organisation de la réponse de Sécurité Civile

PANSS : Plan d'Action National pour la Sécurité Sanitaire

PF : Point Focal

Plan ORSEC : Plan d'Organisation de Réponse de Sécurité Civile

PNDS : Plan National de Développement Sanitaire

RSI : Règlement Sanitaire International

SIMR : Surveillance Intégrée des Maladies et Riposte

TDR : Termes De Référence

Table des matières

Sigles et acı	onymes	1
Table des m	atières	2
Résumé		5
Introduction		6
I. Généra	alités	7
1.1. C	Contexte et justification	7
1.2. A	lignement du PANSS avec les stratégies sanitaires nationales	8
II. Métho	dologie d'élaboration du plan	9
III. Analys	e de situation	9
3.1. F	Risques au plan régional et au Bénin	9
3.2. E	tat de mise en œuvre du RSI(2005)	9
3.2.1.	La revue des points forts	13
3.2.2.	Les défis majeurs	15
IV. Plar	nification stratégique	18
4.1. V	/ision :	18
4.2.	Objectifs	18
4.2.1.	Objectif Général	18
4.2.2.	Objectifs stratégiques	18
4.3. L	es résultats attendus	18
4.3.1.	Les produits et effets attendus	18
4.3.2.	Les impacts	24
V. Priorité	es du pays	24
5.1. V	olet de la prévention	25
5.2. V	olet de la détection	25
5.3.	olet de la Riposte	25
5.4. \	olet des Points d'Entrée et des Evènements chimiques et radionucléaires	25
VI. Cad	lre de mise en œuvre du plan	25
6.1. L	es ressources et l'organisation requise	26
6.2. L	es approches stratégiques de mise en œuvre du plan	26
6.2.1.	Le cadre de mise en œuvre	26
6.2.2.	Un dispositif de suivi-évaluation	150
6.2.3.	Budget prévisionnel	151
6.2.4.	Plan de mobilisation des ressources	154
6.2.5.	Sources de financement	154
Conclusion		15/

Préface

La mondialisation croissante des échanges depuis quelques décennie entraine une augmentation des flux internationaux de voyageurs et de marchandises, facteur potentiel de propagation des maladies infectieuses. La survenue d'une crise sanitaire dans un pays peut avoir des répercussions sociales et économiques rapides partout dans le monde. Les évènements et urgences de santé publique de par leur fréquence, leur ampleur et leur gravité constituent une menace permanente pour les populations.

C'est dans ce cadre que la version 2005 du Règlement sanitaire international (RSI) est entrée en vigueur le 15 juin 2007 et vise la prévention de la propagation internationale des maladies, tout en limitant les entraves inutiles au trafic international.

Adopté par 196 États, le RSI est un instrument juridique international qui contraint les Etats Parties à développer et maintenir les capacités de surveillance et d'action leur permettant de détecter, d'évaluer et de maîtriser les menaces sanitaires. De ce fait, chaque Etat Partie se doit de procéder chaque année à une auto-évaluation des capacités mises en place.

Au Bénin, en dehors des auto-évaluations annuelles antérieures, au cours de l'année 2017, une évaluation externe conjointe avait été réalisée avec l'appui technique et financier de l'OMS. Les résultats de ladite évaluation externe conjointe ont abouti à des recommandations dont l'exécution favorisera l'amélioration de la performance de la mise en œuvre du RSI.

Le présent Plan d'Action National de la Sécurité Sanitaire (PANSS) s'inscrit dans l'opérationnalisation desdites recommandations. Sa mise en œuvre, renforcera le système de gestion des urgences sanitaires et d'autres évènements majeurs de santé publique au Bénin.

Les travaux d'élaboration du présent plan d'action national de la sécurité sanitaire, impulsés par le Ministère de la santé, ont bénéficié de l'accompagnement financier et technique de l'OMS. Je reste convaincu que la mise en œuvre et le suivi permettront à notre pays d'être performant en matière de prévention, de détection et de gestion des urgences de santé et autres évènements de santé publique pour le mieux-être de la population béninoise et au-delà, la population sous régionale voire mondiale.

J'exprime à travers ce document mes sincères gratitudes à l'OMS et à tous ceux qui ont contribué à son élaboration. J'invite tous les partenaires technique et financier à s'investir avec le Bénin afin que ce plan

puisse connaitre une mise en œuvre effective et efficace.

Benjamin B. I. HOUNKPAT

Ministre de la santé

Remerciement

L'élaboration de ce Plan d'Action National de la Sécurité Sanitaire (PANSS) du Bénin est une des recommandations de l'évaluation externe conjointe de la mise œuvre du Règlement Sanitaire International (RSI) au Bénin en 2017.

Le Ministère de la Santé remercie l'OMS pour son appui technique et financier. Il tient aussi à féliciter les autres partenaires techniques et financiers, les experts et cadres techniques du Bénin pour leur engagement et leurs contributions inestimables à l'élaboration de ce document.

Résumé

La République du Bénin à l'instar de nombreux pays africains fait face à des flambées d'épidémie de fièvre hémorragique virale, de choléra, de méningite, de rougeole, de fièvre jaune etc. D'autres évènements d'urgence sanitaire comme les incendies, inondations, intoxications etc. constituent également des menaces sanitaires pour la population.

Ces urgences de santé publique mettent à l'épreuve les capacités du pays à prévenir, à détecter précocement et à organiser la riposte.

Conscient de la nécessité d'améliorer son dispositif de préparation et de réponse en cas d'urgence sanitaire, le Ministère de la Santé, sur la base des recommandations de l'évaluation externe conjointe du RSI, a élaboré le présent Plan d'Action National de la Sécurité Sanitaire (PANSS).

Le présent plan d'action, dont le but est de circonscrire et d'atténuer l'impact des situations d'urgence sur la santé de la population, a pour objectif général de réduire la morbidité et la mortalité liées à toute éventuelle situation d'urgence de santé publique à travers la minimisation des risques, la détection précoce et une riposte adéquate au Bénin.

Il s'articule en quatre volets que sont : i) Prévention, ii) Détection, iii) Riposte et iv) Autres. Ces volets sont déclinés en 18 domaines techniques.

Ce plan est décliné en axes stratégiques qui sont à leur tour subdivisés en sous axes stratégiques. Ainsi, après les objectifs et les résultats attendus, le plan présente les axes et sous axes stratégiques puis les activités afférentes et leur coût.

Le coût global du présent plan est estimé à Quatorze Milliards Deux Cent Trente Millions Trois Cent Cinquante Trois Mille Deux Cent Quatre Vingt Cinq francs CFA (14 230 353 285 F CFA)

Introduction

Le Règlement Sanitaire International (RSI_2005) a été adopté lors de la 58ème Assemblée Mondiale de la Santé le 23 mai 2005 et est entré en vigueur le 15 juin 2007. L'objet et la portée du (RSI 2005) consistent à "Prévenir la propagation internationale des maladies, à s'en protéger, à la maîtriser et à y réagir par une action de santé publique proportionnée et limitée aux risques qu'elle présente pour la santé publique, en évitant de créer des entraves inutiles au trafic et au commerce internationaux". C'est un instrument international juridiquement contraignant, car il fait une double obligation aux Etats membres de l'OMS de développer des capacités essentielles minimales en santé publique et de rapporter annuellement à l'assemblée mondiale de la santé leur niveau d'avancement dans sa mise en œuvre. L'accord a été signé par 196 pays dont le Bénin.

La survenue ces dernières années d'un nombre considérable d'évènements de santé publique au plan mondial et leur propagation rapide ont amené l'OMS, instance de coordination de la mise en œuvre à appuyer plusieurs pays pour réaliser l'évaluation externe conjointe.

A la suite de l'évaluation conjointe du RSI(2005) réalisée dans le mois de mai 2017 au Bénin, la décision d'élaborer un plan d'action national de sécurité sanitaire pour la période 2018-2021 avec l'appui de l'OMS a été prise par le ministère de la santé.

Ce plan élaboré avec une approche multisectorielle et multidisciplinaire est articulé autour des principaux points suivants :

- L'analyse de la situation ;
- La planification stratégique comprenant les objectifs du plan, les domaines prioritaires (RSI 2005) à améliorer, les principales interventions et activités à réaliser par domaine.
 Le cadre des résultats, les mécanismes de mise en œuvre, de suivi-évaluation et le budget nécessaire pour mettre en œuvre le plan ont été décrits.

I. Généralités

1.1. Contexte et justification

La mondialisation croissante des échanges entraine une augmentation des flux internationaux de voyageurs et de marchandises avec entre autres conséquences l'émergence ou la réémergence de nouvelles menaces pour la santé publique. Ainsi, de nombreux évènements de santé publique sont enregistrés chaque année de par le monde. Dans la région africaine de l'OMS, les Etats Parties rapportent chaque année plus de 100 urgences de santé publique. Parmi celles-ci, les maladies infectieuses représentent 80%, les catastrophes 18%, les urgences chimiques et les malnutrition aigues sévères 2% [1]. Parmi les maladies infectieuses, le choléra, la rougeole et la méningite sont les plus fréquents. Par ailleurs la maladie à virus Ebola, la Fièvre Hémorragique à virus Marburg, le chikungunya, la dengue, la fièvre de la vallée du Rift, la fièvre jaune, la peste, le Zika et la variole du singe constituent des préoccupations majeures du continent africain.

La survenue de la Maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest en 2014 illustre la vulnérabilité des systèmes africains de santé.

A l'instar des pays africains, le Bénin n'est pas à l'abri des crises sanitaires. En effet, le Bénin enregistre depuis l'année 2014 des épisodes d'épidémie de Lassa avec décès aussi bien dans la population que parmi les professionnels de santé; En 2014, 16 cas avaient été enregistrés (2 confirmés, 7 probables et 7 suspects) dont 9 décès (2 confirmés et 7 probables); En 2016, 16 cas confirmés avec 08 décès avaient été enregistrés tandis qu'en 2017 et 2018, respectivement 02 cas et 05 cas confirmés ont été rapportés tous décédés.

Les épidémies de choléra y sont rapportées presque chaque année.

En dehors des épidémies, le Bénin fait souvent face à des situations d'urgence comme les incendies, les inondations et autres phénomènes environnementaux. A titre d'illustration, en 2016, l'incendie survenu dans la commune de Tori-Avamè avait entrainé une centaine de victimes, de même, la collision entre un train et un bus voyageur avait donné la mort à plus de 20 personnes. Les inondations successives de 2007, 2009, 2010 avaient mis près de 1,1 million de personnes en insécurité.

Page 7 | 155

^{1.} World Health Organization (2016). Mapping the Risk and Distribution of Epidemics in the WHO African Region: A technical report, Brazzaville, World Health Organization, Regional Office for Africa 2016

L'évaluation externe conjointe réalisée au Bénin en mai 2017 a révélé l'existence de plusieurs insuffisances et défis majeurs pour dans 19 domaines techniques.

1.2. Alignement du PANSS avec les stratégies sanitaires nationales

Le Plan National de Développement Sanitaire 2017-2021 est le document stratégique national pour le secteur. Ce document prévoit en son Orientation Stratégique 2 de "Réduire la morbidité, la mortalité de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, de l'adolescent et du jeune", un axe d'intervention intitulé « Renforcement de la préparation aux urgences et sécurité sanitaires » est prévu. Cet axe est décliné en actions prioritaires que sont :

- acquérir une réelle capacité de riposte face aux menaces des fièvres hémorragiques
 (LASSA, EBOLA...) et autres nouvelles maladies émergentes;
- renforcer le système de santé afin de répondre aux urgences et aux situations de catastrophe;
- renforcer la collaboration intersectorielle dans la gestion des catastrophes et la protection civile.

L'élaboration Plan d'Action National de Sécurité Sanitaire (PANSS 2018-2021) s'inscrit donc dans la mise en œuvre du PNDS 2017-2021.

De plus ce plan s'arrime bien avec le Plan d'Organisation de la Réponse de Sécurité Civile (ORSEC) élaboré en Avril 2016 par le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique avec l'adhésion de tous les autres ministères sectoriels concernés notamment Ministère de la Santé, Ministère du cadre de vie, Ministère de la famille. En effet, l'objectif général de ce plan est de définir par avance, une procédure de gestion des catastrophes et de prise en charge rapide des victimes en vue de limiter les dégâts. Selon ce Plan d'Organisation de la Réponse de Sécurité Civile, il s'agit de mettre en place un mécanisme approprié s'appuyant sur une culture de vigilance, de veille permanente des risques et d'apporter une réponse efficace et coordonnée en cas de sinistre.

II. Méthodologie d'élaboration du plan.

L'élaboration du PANSS a suivi deux principales étapes :

- Un atelier national regroupant les cadres techniques des Ministères sectoriels conCNcernés par le RSI(2005), les membres du CNLS –TP et les Partenaires Techniques et Financiers. L'approche multidisciplinaire et multisectorielle a été essentiellement privilégiée.
- 2. Un atelier de finalisation et validation qui a permis de disposer d'un document consensuel.

III. Analyse de situation

Deux principaux éléments permettent de situer l'état des lieux sur la nécessité et l'effectivité de la mise en œuvre du RSI (2005) par les pays en général et le Bénin en particulier.

3.1. Risques au plan régional et au Bénin

- Plus de 100 évènements de santé publique sont enregistrés en Afrique chaque année dont 80 soit sont des maladies infectieuses, 18 constituent des catastrophes et 2 sont dues aux réactions chimiques;
- ➤ Au Bénin, plus de 32 risques ont été cartographiés et constituent des menaces permanentes. Il s'agit de risques technologiques, environnementaux, sociaux et biologiques;
- ➤ Par ailleurs certains dysfonctionnements majeurs sont notés dans la gestion de crises sanitaires. Il s'agit notamment de la faible capitalisation des expériences de la gestion des épidémies survenues et de la faible implication communautaire dans la riposte.

3.2. Etat de mise en œuvre du RSI(2005).

Les principales capacités du pays

L'évaluation externe conjointe réalisée en mai 2017 a montré des résultats ci-dessous

Tableau I: Scores de la mise en œuvre du RSI(2005) dans le domaine de la Prévention au Bénin en 2017

Capacités Indicateurs		Score	
Capacitos		sur 5	
Législation, Politique et financement	P.1.1 La législation, les lois, la réglementation, les prescriptions administratives, les politiques ou autres instruments du gouvernement en place sont suffisants pour pouvoir appliquer le RSI.		
nationaux	P.1.2 L'État peut démontrer qu'il a adapté et harmonisé la législation, les politiques et les dispositions administratives au niveau national pour permettre l'application du RSI (2005).	1	
Coordination, communication et promotion du RSI	P.2.1 Un mécanisme fonctionnel est en place pour la coordination et l'intégration des secteurs concernés dans la mise en œuvre du RSI.	1	
	P.3.1 Détection de la résistance aux antimicrobiens.	1	
Résistance aux antimicrobiens	P.3.2 Surveillance des infections causées par des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens.	1	
	P.3.3 Programme de prévention et de lutte contre les infections associées aux soins de santé.	1	
	P.3.4 Activités de gestion des antimicrobiens.	1	
	P.4.1 Système de surveillance en place pour les zoonoses/agents pathogènes prioritaires.		
Zoonoses	P.4.2 Personnels vétérinaires et de santé animale.	3	
	P.4.3 Mécanismes établis et fonctionnels pour riposter aux zoonoses infectieuses et aux zoonoses potentielles.	3	
Sécurité sanitaire des aliments	P.5.1 Mécanismes existants et fonctionnels de détection et de riposte aux maladies d'origine alimentaire et à la contamination des aliments.		
Sécurité et sûreté biologiques	P.6.1 Existence d'un système de sécurité et de sûreté biologiques impliquant l'ensemble du gouvernement pour les structures humaines, animales et agricoles.	1	
biologiques	P.6.2 Formation et pratiques dans le domaine de la sécurité et de la sûreté biologiques.		
Vaccination	P.7.1 La couverture vaccinale (rougeole) fait partie intégrante d'un programme national.	2	
	P.7.2 Accès et délivrance de vaccins au niveau national.	4	
Système national de laboratoires	D.1.1 Analyses en laboratoire pour la détection des maladies prioritaires.	3	

Capacités	Indicateurs	Score sur 5
	D.1.2 Système pour le transfert et le transport d'échantillons.	3
	D.1.3 Tests diagnostiques modernes et efficaces sur les lieux de soins et en laboratoire.	3
	D.1.4 Système de qualité des laboratoires.	2

Tableau II: Scores de la mise en œuvre du RSI(2005) dans le domaine de la Détection au Bénin en 2017

Capacités		Indicateurs		
		D.2.1 Systèmes de surveillance basée sur des indicateurs et de surveillance des événements.	3	
Surveillance temps réel	en	D.2.2 Système de notification électronique en temps réel interopérable et interconnecté.	2	
		D.2.3 Analyse des données de surveillance.	3	
		D.2.4 Systèmes de surveillance syndromique.	4	
Notification		D.3.1 Système efficace de notification à l'OMS, à la FAO et à l'OIE.	2	
		D.3.2 Réseau et protocoles de notification dans le pays.	2	
Dávolomomom	D.4.1 Des ressources humaines sont disponibles pour assurer les principales capacités requises au titre du RSI.		3	
Développement personnel	du	D.4.2 Un programme de formation en épidémiologie appliquée est en place (type FETP).	4	
		D.4.3 Stratégie pour les personnels.	2	

Tableau III: Scores de la mise en œuvre du RSI(2005) dans le domaine de la Riposte au Bénin en 2017

Capacités	Indicateurs			
Préparation	R.1.1 Un plan national multi dangers de préparation et d'action en cas d'urgence de santé publique existe et est appliqué.			
	R.1.2 Les risques et les ressources de santé publique prioritaires sont cartographiés et exploités.	2		
	R.2.1 Capacité à activer des interventions d'urgence.	1		
Interventions	R.2.2 Procédures et plans opérationnels du centre d'opérations d'urgence.	1		
d'urgence	R.2.3 Programme d'interventions d'urgence.	1		
	R.2.4 Procédures de prise en charge des cas appliquées pour les dangers relevant du RSI.	1		
Lien entre la santé publique et les autorités chargées de la sécurité	publique et les autorités chargées de faire appliquer la loi, le contrôle aux frontières et les douanes) sont en liaison lors d'un événement biologique suspecté ou			
Moyens médicaux et déploiement de	R.4.1 Système en place pour l'envoi et la réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique.			
personnel	R.4.2 Système en place pour l'envoi et la réception de personnels de santé lors d'une urgence de santé publique.	1		
	R.5.1 Systèmes de communication sur les risques (plans, mécanismes, etc.).			
Communication sur	R.5.2 Communication et coordination internes et avec les partenaires.			
les risques	R.5.3 Communication publique.			
	R.5.4 Communication pour faire participer les communautés touchées.			
	R.5.5 Écoute dynamique et gestion des rumeurs.	3		

Tableau IV: Scores de la mise en œuvre du RSI(2005) dans les domaines de Points d'Entrées et gestion des évènements d'origine chimique et radio-nucléaire au Bénin en 2017

Capacités	Indicateurs		
Points d'entrée	PoE.1 Capacités de routine présentes aux points d'entrée.	1	
r onits a entree	PoE.2 Action de santé publique efficace aux points d'entrée.	1	
Événements	CE.1 Mécanismes fonctionnels en place pour la détection et la riposte à des événements/urgences d'origine chimique.		
d'origine chimique	CE.2 Environnement favorable à la gestion d'événements d'origine chimique.	1	
Situations	RE.1 Mécanismes fonctionnels en place pour la détection et la riposte aux situations d'urgence radiologique et nucléaire.	1	
d'urgence radiologique	RE.2 Environnement favorable à la gestion des situations d'urgence radiologique	1	

3.2.1. La revue des points forts

Le Bénin s'est engagé à jeter les bases de la mise en œuvre du RSI avec le lancement du processus de création d'un cadre juridique sous l'égide du Ministère de la santé, et avec l'accompagnement du bureau pays de L'OMS. La Plateforme de Réduction des Risques de Catastrophe et d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNRRC-ACC) est un creuset multisectoriel créée aux fins de prévention et de réponse à des situations d'urgence et de catastrophe. De même, un Conseil National de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose, le Paludisme et les Epidémies est une institution créée depuis 2016 sous la tutelle du Chef de l'Etat qui entre autres pour mission l'élaboration des orientations stratégiques et la mobilisation des ressources pour la préparation et la gestion coordonnée de la réponse aux épidémies.

En matière de gestion de la résistance aux antimicrobiens, le Ministère de la Santé a élaboré et soumis aux partenaires un plan d'action pour la prévention et le contrôle des infections nosocomiales et celles causées par les agents infectieux résistants aux antimicrobiens. Dans le domaine de la lutte contre les zoonoses, des plans de prévention et de riposte contre l'Influenza Aviaire Hautement Pathogène (IAHP), le charbon bactéridien, la rage, et les Fièvres hémorragiques ont été élaborés en équipes pluridisciplinaires et multisectorielles.

Pour ce qui concerne de la sécurité sanitaire des aliments, un dispositif de base est en place avec un Laboratoire Central de Contrôle de la Sécurité Sanitaire des Aliments équipé, l'Agence Béninoise pour la Sécurité Sanitaire des Aliments (ABSSA), et l'existence d'un Groupe Thématique Alimentation Nutrition et Sécurité Sanitaire.

En matière de sureté et sécurité biologique, des formations pour le personnel de laboratoire ont été réalisées avec le soutien des Partenaires et du Réseau d'Afrique de l'Ouest des Laboratoires d'Analyses Biomédicales (Resaolab). Également, le pays dispose d'une politique de gestion des déchets biomédicaux, de sérothèques de VIH-SIDA au laboratoire de référence du Programme de Santé Lutte contre le Sida et de sérothèques de HVB et HVC au niveau du laboratoire de référence de l'Agence Nationale pour la Transfusion Sanguine.

Le Bénin met en œuvre un plan national quinquennal de vaccination aligné sur le plan d'action mondial pour les vaccins de l'OMS et qui est fortement soutenu par les partenaires. La vaccination est obligatoire pour les cibles et approche un taux de 90% de couverture administrative. Des mesures incitatives sont en place pour encourager les équipes de terrain, de même que des programmes de communication culturellement adaptés pour améliorer la pression et la couverture vaccinale dans le pays.

En matière de services de diagnostic, le laboratoire central qui est également le laboratoire de référence dans le pays, est en mesure de réaliser les principaux tests pour détecter le VIH, la tuberculose, le paludisme, la rougeole, les pathologies dysentériques, la fièvre jaune, le choléra, la méningite, la poliomyélite. Au niveau régional, les laboratoires sont en mesure de réaliser les principaux tests pour détecter le choléra, le VIH, le paludisme et la méningite. Les 2 laboratoires vétérinaires de Parakou et de Bohicon conduisent l'essentiel des tests courants pour accompagner les programmes de surveillance des maladies animales (Rage, Charbon & IAHP).

La stratégie de surveillance intégrée de la maladie et riposte (SIMR) s'applique pour 47 maladies prioritaires, avec une surveillance basée sur des indicateurs ou sur des syndromes évocateurs d'urgence de santé publique (Fièvre hémorragique virale, PFA, syndrome méningé, ictère fébrile).

En matière de développement du personnel, le Bénin dispose d'une organisation des équipes pluridisciplinaires pour répondre aux épidémies.

Dans le cadre de la préparation aux urgences de santé publique, les risques au niveau national ont été cartographiés et un centre des Opérations d'urgence de santé publique (COUS) est en cours d'équipement. Un plan d'organisation des secours (ORSEC) destiné à la préparation des mesures de sauvegarde et à l'organisation des secours aux accidents, sinistres et catastrophes, est en place. De plus, le pays a créé, en 2011, la plateforme nationale de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique chargée de la coordination de la gestion des risques, menaces, catastrophes ainsi que toute urgence de santé publique. Un effort de renforcement de compétence des équipes d'intervention rapide pour la réponse aux urgences de santé publique a été fait au niveau central, intermédiaire et local. Ces différentes équipes ont été mises à l'épreuve lors des épidémies de fièvre hémorragique de Lassa survenues en 2016 et plus récemment en février de 2017 et 2018.

Le Bénin a une expérience de collaboration avec les partenaires dans la réception de moyens médicaux et de transfert de personnel de santé. C'est ainsi que le pays a envoyé du personnel civil et militaire pour appuyer les trois pays touchés par l'épidémie de la MVE (Guinée, Sierra Leone, et Libéria).

L'importance de la communication sur les risques est bien reconnue

En matière de gestion des risques liés aux événements d'origine chimique, le Bénin a ratifié plusieurs conventions internationales notamment celle de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers des déchets dangereux. Des procédures d'évaluation des risques chimiques et des incidents d'ordre chimique au niveau des industries sont en place impliquant 3 principaux laboratoires nationaux.

Pour les situations d'urgence radiologique, une volonté politique est en place avec la désignation d'un point focal interministériel chargé des situations d'origine radiologiques et un projet de loi portant sur la sûreté radiologique et la sécurité nucléaire a été élaborée avec l'assistance de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).

3.2.2. Les défis majeurs

Sur le plan législatif et règlementaire, le Bénin ne dispose pas d'un cadre juridique spécifique en vigueur dans le secteur de la santé. Aucune revue de ces textes n'a encore été faite dans cette perspective. En outre, le comité de gestion des crises sanitaires, reste peu fonctionnel par manque de financement adéquat et les procédures opératoires standardisées devant régir la

coordination entre le Point Focal National RSI et les autres secteurs concernés ne sont pas encore en place.

Au plan technique, également, bien des défis sont à relever. En effet, les capacités actuelles du Bénin à surveiller et à contrôler les résistances aux antimicrobiens ne sont pas encore effectives. Le projet de plan national de détection et de notification des pathogènes résistants aux antimicrobiens et des infections nosocomiales attend d'être approuvé et financé pour entrer en vigueur. De plus, aucun laboratoire national n'a encore été désigné pour la détection des pathogènes résistants aux antimicrobiens.

Le concept « Une Seule Santé » n'est pas encore officialisé et les réseaux d'épidémio surveillance en santé animale et santé humaine tournent séparément. Il n'existe pas de réelle communication ni entre les 2 systèmes de surveillance, ni entre les laboratoires en matière d'urgences liées aux zoonoses.

Malgré l'existence d'institutions telles que le Laboratoire Central de Contrôle de la Sécurité Sanitaire des Aliments équipé, l'Agence Béninoise pour le Sécurité Sanitaire des Aliments et le Groupe Thématique Alimentation Nutrition et Sécurité Sanitaire, il n'existe pas un mécanisme de collaboration multisectorielle pour analyser et gérer les risques liés aux problèmes de sécurité sanitaire des aliments ni l'existence de lignes directrices pour prévenir les intoxications alimentaires.

Les capacités d'assurer la sécurité et la sûreté biologiques restent faibles dans le pays. Actuellement, il n'y a pas de système de sécurité et de sûreté biologiques unifiant les secteurs de la santé humaine, de la santé animale et de l'agriculture. L'enregistrement des pathogènes et toxines dangereuses n'est pas effectif au sein des structures qui les manipulent.

Un plan national de vaccination est en vigueur mais peine à toucher toutes ses cibles, du fait de réticences socioculturelles et de problèmes logistiques.

Quant aux laboratoires nationaux, ils connaissent maintes difficultés avec l'absence de programmes d'évaluation externe, d'assurance qualité et de maintenance des équipements. Il existe un faible niveau de protection des professionnels contre les risques de contamination ; Des problèmes logistiques de conditionnement et d'acheminement des échantillons et les

ruptures courantes de réactifs sont récurrentes. Aussi, il n'y a pas de collaboration entre les laboratoires médicaux et vétérinaires.

La surveillance d'évènements susceptibles de menacer la santé publique est insuffisamment mise en œuvre et les efforts de notification électronique en temps réel butent sur l'absence d'interopérabilité et d'interconnectivité des systèmes de santé humaine et de santé animale. Au regard des protocoles et procédures régissant la notification, le pays n'a pas mis en place de modes opératoires normalisés pour l'approbation et la notification à l'OMS d'une urgence potentielle de santé publique de portée internationale.

En matière de développement du personnel, l'absence d'implication des autres secteurs dans les formations FETP de base et la faible motivation du personnel constituent des défis.

Il n'existe pas un plan national multi-dangers de préparation et de riposte favorable au développement des principales capacités requises au titre du RSI. Le financement de la préparation et la réponse aux urgences de santé publique est assuré à environ 90% par les partenaires.

La Direction Nationale de la Santé Publique dispose certes d'une ligne budgétaire pour la gestion des épidémies ; mais cette ligne budgétaire est insuffisamment pourvue et difficilement accessible en temps réel. Il n'existe pas un système de gestion des incidents de même le Centre des Opérations d'Urgence Sanitaire (COUS) n'est pas encore fonctionnel.

Des dispositions légales pour la communication sur les risques et la coordination multisectorielle des interventions en cas de situation d'urgence de santé publique ne sont pas disponibles.

Le Bénin ne dispose pas de plan national, pour le transfert de moyens médicaux, le déploiement de personnels de santé et la réception de matériel médical pour faire face à une épidémie ou pandémie.

Les Points d'Entrée désignés par arrêté ministériel en 2007 sont loin de fonctionner conformément aux exigences du RSI(2005).

Les capacités nécessaires pour la surveillance, l'alerte, et la gestion d'évènements chimiques ne sont pas en place. Également, il n'existe pas de stratégie nationale pour la détection, l'évaluation des risques et la riposte aux situations d'urgence radiologique. Aucune autorité en charge du radionucléaire n'a été mise en place.

IV. Planification stratégique

4.1. **Vision**:

Un Bénin dans lequel les communautés nationale, régionale et internationale sont véritablement protégées contre la survenue des crises sanitaires à l'horizon 2021.

4.2. Objectifs

La mise en œuvre de ce plan doit permettre au pays d'atteindre les objectifs suivants :

4.2.1. Objectif Général

Réduire la morbidité et la mortalité liées à toute éventuelle situation d'urgence de santé publique à travers la minimisation des risques, la détection précoce et une riposte adéquate au Bénin d'ici à 2021

4.2.2. Objectifs stratégiques

Trois objectifs stratégiques permettront d'atteindre l'objectif général

- Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale;
- 2. Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique ;
- 3. Accroitre la capacité de détection et de gestion des évènements de santé publique aux Points d'entrée ainsi que la gestion des menaces d'origine chimique et radionucléaire sur tout le territoire béninois

4.3. Les résultats attendus

Les résultats attendus de ce plan sont de deux types :

4.3.1. Les produits et effets attendus

La mise en œuvre du plan vise d'atteindre par domaine (composante) et par capacité un score de 3 à 4 d'ici 2021 ; Les effets et produits suivants sont attendus par composante.

Tableau V: Effets et produits attendus dans le domaine de la prévention

Objectifs stratégiques 1 : Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres évènements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale

Internationale		
Effets	Composantes	Produits
Le risque de survenue des flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale est réduit		La législation, les lois, la réglementation, les prescriptions administratives, les politiques ou autres instruments du gouvernement, ainsi que le budget sont en place
Coordination, communication et promo du RSI		Un mécanisme fonctionnel de coordination, de communication et de partenariats pluridisciplinaires et multisectoriels en mesure de détecter, d'évaluer et de riposter à tout événement ou risque de santé publique existe
	Résistance aux antimicrobiens	Un mécanisme global de prévention et de lutte contre l'infection afin de prévenir l'émergence et la propagation de la résistance aux antimicrobiens, en particulier chez les bactéries résistantes existe
	Zoonoses	Des lignes directrices et de modèles pour les comportements, les politiques et les pratiques, afin de minimiser la contagion, la propagation et l'émergence complète de zoonoses dans les populations humaines sont mises en œuvre
	Sécurité sanitaire des aliments	La détection en temps utile et riposte efficace aux événements potentiels liés aux aliments, en collaboration avec d'autres secteurs chargés de la sécurité sanitaire des aliments est effective
Sécurité et sûreté biologiques		Le programme national de supervision global, pérenne et intégré à la législation pour la sécurité et la sûreté biologiques, notamment concernant l'utilisation, le stockage,

	l'élimination et le confinement sûrs et sans danger des agents pathogènes présents dans les laboratoires et dans un nombre réduit de structures à travers le pays, y compris les établissements de recherche, de diagnostic et de biotechnologie est mis en place
Vaccination	Protection efficace à travers la réalisation et le maintien de la vaccination contre la rougeole et contre d'autres maladies à prévention vaccinale à tendance épidémique est disponible

Tableau VI: Effets et produits attendus dans le domaine de la Détection

Objectifs stratégiques 2 : Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique					
Effets	Composantes	Produits			
Les menaces d'épidémie et d'évènements de santé publiques sont détectées de façon rapide	Système national de laboratoires	Utilisation efficace d'un système de laboratoires d'envergure nationale en mesure de détecter et de caractériser en toute sécurité et avec précision les agents pathogènes qui causent des maladies épidémiques, y compris les menaces connues et les nouvelles menaces, provenant de tout le pays			
	Surveillance en temps réel	Un système de surveillance de la santé publique en mesure de détecter des événements susceptibles de menacer la santé publique et la sécurité sanitaire ; la capacité d'analyser et de mettre en relation des données provenant de systèmes renforcés de surveillance en temps réel, notamment de systèmes de notification électronique interopérables et interconnectés			
	Notification	les représentants de l'OIE et les points focaux nationaux du Système mondial d'information zoo sanitaire ont accès à une boîte à outils des meilleures pratiques, des procédures modèles, des modèles de notification et des matériels pédagogiques pour favoriser la notification rapide (dans les 24 heures) d'événements susceptibles de constituer une urgence de santé publique de portée internationale pour l'OMS, et sont en mesure de répondre rapidement (dans les 24 à 48 heures) aux communications en provenance de ces organisations			
Développement du personnel		Des professionnels pluridisciplinaires sont disponibles dans plusieurs secteurs pour la conduite efficace d'activités de prévention, de détection et de riposte, de manière durable			

Tableau VII: Effets et produits attendus dans le domaine de la Riposte

Objectifs stratégiques 2 : Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique				
Effets	Composantes	Produits		
Des dangers sanitaires sont réduits et limités	Préparation	Les exercices de simulation d'opérations d'intervention d'urgence sont menés avec succès en dehors des situations d'urgence de santé publique conformément au plan de préparation avec des ressources suffisantes		
	Interventions d'urgence	Les opérations d'intervention d'urgence sont menées avec succès pendant les situations d'urgence de santé publique conformément au plan d'urgence avec des ressources et des capacités suffisantes		
	Lien entre la santé publique et les autorités chargées de la sécurité	Un mémorandum d'accord décrivant les rôles, les responsabilités et les meilleures pratiques pour le partage d'informations pertinentes entre les professionnels des secteurs de la santé humaine, de la santé animale, des services de sécurité publique et de la défense est élaboré et validé à travers des exercices de simulation périodiques		
	Moyens médicaux et déploiement de personnel	Des dispositions légales et réglementaires et plans logistiques sont disponibles pour permettre le déploiement et la réception rapides de personnels de santé lors de situations d'urgence		
	Communication sur les risques	Les cellules dispositifs de communication et d'écoute sont disponibles et prennent en compte les préoccupations du public et des communautés à travers tous les médias.		

Tableau VIII: Effets et produits attendus dans le domaine des Points d'Entrée, des menaces d'origine chimique et radio-nucléaire

Objectifs stratégiques 3 : Accroitre la capacité de détection et de gestion des évènements de santé publique aux Points d'entrée ainsi que les menaces d'origine chimique et radionucléaire sur tout le territoire béninois

sur tout le territoire béninois					
Effets	Composantes	Produits			
La capacité de détection et de gestion des évènements de santé publique aux Points d'entrée ainsi que les menaces d'origine chimique et radionucléaire sur tout le territoire béninois sont disponibles	Points d'entrée	Les dangers potentiels survenant aux points d'entrée sont détectés précocement et les actions efficaces y sont opposées			
	Événements d'origine chimique	Les dangers ou événements d'origine chimique sont détectés précocement et les secteurs compétents (chargés de la sécurité chimique, de l'industrie, des transports et de l'élimination sans risque des produits) en assurent la gestion adéquate			
	Situations d'urgence radiologique	Détection en temps utile et riposte efficace à des dangers/événements/urgences radionucléaires potentiels en collaboration avec les autres secteurs responsables de la gestion des produits radionucléaires			

4.3.2. Les impacts

Des impacts suivants sont attendus :

- Réduction des risques d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale;
- 2. Réduction de la morbidité, des infirmités et de la mortalité dues aux épidémies et autres urgences de santé publique ;
- 3. Réduction de la mortalité, des infirmités et de la morbidité dues à l'exposition aux dangers d'origine chimique ou radionucléaire

V. Priorités du pays

Le niveau de priorité de chaque intervention a été identifié dans chaque domaine technique. La détermination de ces niveaux ont pris en considération les conclusions les résultats des différentes analyses de la situation :

- 1. Recommandations de l'Evaluation Externe Conjointe (EEC) du RSI;
- 2. Rapport d'analyse des écarts PVS;
- 3. Revue après action (Cas des épisodes de l'épidémie de la Fièvre hémorragique à Virus Lassa) ;
- 4. Cartographie des risques sanitaires.

De même, elle a tenu compte de l'alignement avec d'autres plans et documents stratégiques disponibles au Bénin et la nécessité d'une collaboration multisectorielle. Le niveau de priorité des interventions comporte trois (03) modalités qui sont les suivantes :

- Niveau de priorité élevé
- Niveau de priorité moyen
- Niveau de priorité faible

Les interventions sont organisées selon les volets et les 19 domaines techniques de l'évaluation externe conjointe de la mise en œuvre du RSI(2005) au Bénin.

5.1. Volet de la prévention

Les domaines prioritaires sont :

- Législation nationale, politique et financement
- Coordination RSI, communication et plaidoyer
- Résistance aux antimicrobiens
- Maladies Zoonotiques
- Sécurité Sanitaire des Alimentaires
- Bio sûreté et Biosécurité
- Vaccination

5.2. Volet de la détection

- Système de laboratoire national
- Surveillance en temps réel
- Notification
- Développement des ressources humaines

5.3. Volet de la Riposte

- Préparation
- Opérations de riposte aux situations d'urgence
- Liens entre les autorités en charge de la santé publique et de la sécurité
- Moyens médicaux et déploiement du personnel
- Communication des Risques

5.4. Volet des Points d'Entrée et des Evènements chimiques et radionucléaires

- Points d'entrée
- Incidents chimiques
- Situations d'urgence radiologique et nucléaire

VI. Cadre de mise en œuvre du plan

La mise en œuvre du plan stratégique comprend :

- Les ressources et l'organisation requises
- Les stratégies de mises en œuvre et les valeurs requises
- Le cadre logique de mise en œuvre
- Un dispositif de suivi-évaluation
- Une estimation du budget par axe stratégique.

6.1. Les ressources et l'organisation requise

Pour que les systèmes d'alerte et d'action soient efficaces, l'application effective du RSI (2005) nécessite des approches multisectorielles pluridisciplinaires à travers des partenariats nationaux. La coordination des ressources dans tout le pays, y compris le fonctionnement pérenne d'un point focal national RSI (PFN), centre national de mise en œuvre du RSI (2005), est une exigence clé de l'application du RSI (2005). Le PFN doit être accessible à tout moment pour communiquer avec les points de contact régionaux RSI de l'OMS et avec tous les secteurs et autres parties prenantes concernés dans le pays. Les États Parties doivent fournir à l'OMS les coordonnées des membres du PFN.

6.2. Les approches stratégiques de mise en œuvre du plan

6.2.1. Le cadre de mise en œuvre

Chronogramme

Volet Prévention

<u>Domaine technique</u> 1_Législation nationale, politique et financement

Objectif spécifique Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale

Indicateurs EEC 1.1 La législation, les lois, la réglementation, les prescriptions administratives, les politiques ou autres instruments du gouvernement en place sont suffisants pour pouvoir appliquer le RSI

Objectif de l'indicateur EEC Le dispositif normatif (législation, réglementation, prescriptions administratives, etc.), institutionnel ainsi que les ressources financières permettant la mise en œuvre du RSI sont disponibles.

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place un cadre juridique de mise en œuvre du RSI 2005	Recruter un consultant national pour l'évaluation de la législation régissant le RSI, le cadre juridique approprié et propositions d'adaptation au gouvernement (15 jours de travail)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Un cadre juridique est en place pour la mise en œuvre du RSI 2005	x			2 570 000
Mettre en place un cadre juridique de mise en œuvre du RSI 2005	Nommer après Identification les différents responsables acteurs devant animer le cadre institutionnel	Elevé	Ministère en charge de la santé	Un cadre juridique est en place pour la mise en œuvre du RSI 2007	x			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place un cadre juridique de mise en œuvre du RSI 2005	Créer un comité (de quinze membres et cinq jours de travail) pour l'élaborer des outils d'évaluation du fonctionnement du cadre institutionnel en rapport avec l'objectif d'adaptation des actions de l'état au RSI	Elevé	Ministère en charge de la santé	Un cadre juridique est en place pour la mise en œuvre du RSI 2008	X			4 390 000
Mettre en place un cadre juridique de mise en œuvre du RSI 2005	Organiser trois séances de vulgarisation (au Nord, Centre et au Sud, en une journée chacune avec 20 participants)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Un cadre juridique est en place pour la mise en œuvre du RSI 2009	Х			3 975 000
Mettre en place un cadre juridique de mise en œuvre du RSI 2005	Elaborer 300 supports de vulgarisation	Elevé	Ministère en charge de la santé	Un cadre juridique est en place pour la mise en œuvre du RSI 2010	х			1 800 000
Mettre en place un cadre juridique de mise en œuvre du RSI 2005	Organisation un atelier de validation des projets d'actes proposés par les consultants (Atelier de trois jours regroupant cinquante personnes)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Un cadre juridique est en place pour la mise en œuvre du RSI 2006	x			7 925 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
								20 660 000

Volet Prévention

Domaine technique 1_Législation nationale, politique et financement

Objectif spécifique Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale

Indicateurs EEC 1.2 Adaptation et alignement de la législation, des politiques et des dispositions administratives au niveau national pour permettre l'application du RSI (2005)

Objectif de l'indicateur EEC La capacité d'adaptation et d'alignement de l'État à la législation, aux politiques et dispositions administratives au niveau national pour permettre l'application du RSI (2005) est renforcée

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Renforcer la capacité d'adaptation et d'alignement de l'État à la législation, les politiques et les dispositions administratives au niveau national pour permettre l'application du RSI (2005)	intersectorial des Conseillers	Elevé	Ministère en charge de la santé	PV de mise en place	x			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Renforcer la capacité d'adaptation et d'alignement de l'État à la législation, les politiques et les dispositions administratives au niveau national pour permettre l'application du RSI (2005)	Identifier et designer les différents responsables acteurs devant animer le cadre institutionnel	Elevé	Ministère en charge de la santé	Liste des membres	х			-
Renforcer la capacité d'adaptation et d'alignement de l'État à la législation, les politiques et les dispositions administratives au niveau national pour permettre l'application du RSI (2005)	Elaborer les outils d'évaluation du fonctionnement du cadre institutionnel en rapport avec l'objectif d'adaptation des actions de l'état au RSI	Elevé	Ministère en charge de la santé	Disponibilité des outils d'évaluation	X			-
								-

Volet Prévention

Domaine technique 2_Coordination du RSI, communication et plaidoyer

Objectif spécifique Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale

Indicateurs EEC 2.1 Un mécanisme fonctionnel est mis en place pour la coordination et l'intégration des secteurs concernés dans l'application du RSI (2005)

Objectif de l'indicateur EEC Des comptes rendus sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du RSI sont établis chaque année

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Nommer le PFN RSI	Prendre un acte réglementaire pour formaliser la nomination du PFN RSI sur la base des propositions faites par les ministères sectoriels	Elevé	Ministère en charge de la santé	Un acte réglementaire est pris pour formaliser le PFN RSI	х			-
Elaborer des procédures opératoires normalisées et des lignes directrices pour la coordination entre le PFN et les secteurs concernés	Recruter un Consultant National (10 jours) pour l'élaboration d'un projet de manuel de procédures du cahier de charge du Point Focal National RSI facilitant son fonctionnement	Elevé	Ministère en charge de la santé	Les procédures opératoires normalisées et des lignes directrices pour la coordination entre le PFN et les secteurs concernés sont disponibles	X			1 720 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer des procédures opératoires normalisées et des lignes directrices pour la coordination entre le PFN et les secteurs concernés	Organiser un Atelier (de trois jours avec trente participants) pour la validation du manuel de procédures opérationnelles	Elevé	Ministère en charge de la santé	Les procédures opératoires normalisées et des lignes directrices pour la coordination entre le PFN et les secteurs concernés sont disponibles	X			6 925 000
Mettre en place une plateforme d'échange opérationnelle pour institutionnaliser le concept "Une seule santé"	Elaborer (cinq jours) un projet d'acte réglementaire portant création, composition, attributions, organisation et fonctionnement de la plateforme des unités de surveillance de la santé animale et humaine, des laboratoires et autres secteurs concernés	Elevé	Ministère en charge de la santé	Un acte réglementaire portant création, composition, attributions, organisation et fonctionnement de la plateforme des unités de surveillance est disponible	X			-
Mettre en place une plateforme d'échange opérationnelle pour institutionnaliser le concept "Une seule santé"	Organiser un Atelier (de 3 jours avec une trentaine de participants) pour la validation de l'acte réglementaire portant création, composition, attributions, organisation et fonctionnement de la plateforme	Elevé	Ministère en charge de la santé	Une plateforme d'échange opérationnelle institutionnalisant le concept "Une seule santé" est disponible	X			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Réaliser des exercices de simulation sur table pour tester les mécanismes de coordination et de communication multisectorielle et pluridisciplinaire du PFN_RSI	Recruter un Consultant National (5 jours) pour l'élaboration du scénario de l'exercice de simulation sur table	Moyen	Ministère en charge de la santé	Un rapport des exercices de simulation sur table (test des mécanismes de coordination et de communication multisectorielle et pluridisciplinaire du PFN_RSI) est disponible	x			-
Réaliser des exercices de simulation sur table pour tester les mécanismes de coordination et de communication multisectorielle et pluridisciplinaire du PFN_RSI	Organiser un exercice de simulation sur table avec revue après simulation (20 personnes y compris les PF des Ministères sectoriels) pour tester les mécanismes de coordination et de communication multisectorielle et pluridisciplinaire	Moyen	Ministère en charge de la santé	Un rapport des exercices de simulation sur table (test des mécanismes de coordination et de communication multisectorielle et pluridisciplinaire du PFN_RSI) est disponible	х			-
Réaliser des exercices de simulation sur table pour tester les mécanismes de coordination et de communication multisectorielle et pluridisciplinaire du	Organiser un atelier de formation (3 jours avec 20 participants) des membres du PFN RSI	Elevé	Ministère en charge de la santé	Un rapport des exercices de simulation sur table (test des mécanismes de coordination et de communication	X			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
PFN_RSI				multisectorielle et pluridisciplinaire du PFN_RSI) est disponible				
Créer un site web actif ou une page web RSI National	Recruter un Consultant Site Web pour l'élaboration du Site web RSI_Bénin	Moyen	Ministère en charge de la santé	Un site web actif pour le PFN RSI est disponible	Х			-
Créer un site web actif ou une page web RSI National	Assurer un abonnement annuel du site web	Moyen	Ministère en charge de la santé	Un site web actif pour le PFN RSI est disponible	х			-
								8 645 000

Volet Prévention

Domaine technique 3_Résistance aux antimicrobiens

Objectif spécifique Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale

Indicateurs EEC 3.1 Détection de la résistance aux antimicrobiens

Objectif de l'indicateur EEC Un système de détection de la résistance aux antimicrobiens est en place

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un plan de détection et de notification des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	détaction de curvoillance des	Faible	Ministère en charge de la santé (DNSP), MAEP (DE)	Document de plan de détection et de notification des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	X			4 316 572
Elaborer un plan de détection et de notification des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Elaborer un plan de détection, de surveillance des agents pathogènes résistants	Elevé	Ministère en charge de la santé (DNSP), MAEP (DE)	Document de plan de détection et de notification des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	X			6 960 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un plan de détection et de notification des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Faire approuver le plan par les ministres sectoriels	Elevé	Ministère en charge de la santé	Document de plan de détection et de notification des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	X			-
Renforcer la capacité des structures et des acteurs (santé humaine, santé animale) impliqués dans la détection et la confirmation des cas d'infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Former en 2 sessions d'ateliers de 3 jours, 60 agents concernés sur l'application des procédures opérationnelles standardisées de détection, de confirmation et de notification des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Elevé	Ministère en charge de la santé	Proportion d'Agent formé	X	х	х	55 400 000
Renforcer la capacité des structures et des acteurs (santé humaine, santé animale) impliqués dans la détection et dans la confirmation des cas d'infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Renforcer l'assurance qualité des résultats à travers l'inscription annuelle des laboratoires nationaux dans un système international d'évaluation externe de la qualité (frais annuel d'inscription)	Moyen	Ministère en charge de la santé	Titre d'inscription	X	х	х	-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Assurer la mise en œuvre de la détection et la notification des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens dans tous les secteurs	Renforcer le dispositif logistique nécessaire pour la détection des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens (6 ordinateurs, 6 imprimantes, 1 logiciel, autres fournitures bureautiques)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Bordereau de réception	х			-
Assurer la mise en œuvre de la détection et la notification des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens dans tous les secteurs	Assurer l'approvisionnement périodique des laboratoires de 6 sites pilotes (secteur santé humaine) et 2 sites pilotes (santé animale) et 1 site (santé environnementale) en intrants nécessaires à la détection et à la confirmation des cas d'antibiorésistance	Elevé	Ministères en charge de la santé humaine, animale et environnementale	Bordereau de réception	х	х	х	-
Assurer la mise en œuvre de la détection et la notification des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens dans tous les secteurs	Organiser une revue semestrielle (ateliers de 50 participants en 2 jours hors de Cotonou) pour la communication régulière sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des actions de détection et de notification des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport de la revue	х	х	х	71 200 000
								137 876 572

Domaine technique 3_Résistance aux antimicrobiens

Objectif spécifique Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale

Indicateurs EEC 3.2 Surveillance des infections causées par des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens

Objectif de l'indicateur EEC Un système de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens est en place

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un plan de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Organiser un atelier (32 participants en 3 jours hors Cotonou), des structures opérationnelles impliquées - sites sentinelles, laboratoires - dans la mise en œuvre de la surveillance des agents pathogènes résistants aux antimicrobiens) sur la définition	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport de l'atelier	х			7 319 000
Elaborer un plan de surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Organiser un atelier de vulgarisation du plan (3 jours au centre du pays) au profit de 32 participants des équipes de pilotage et des sites sentinelles	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport de l'atelier	х			7 559 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Former le personnel de l'équipe de pilotage et des équipes opérationnelle de la surveillance des agents pathogènes multirésistants	Former en stage pratique 2 cadres de conception pendant un mois sur l'organisation de la surveillance des BMR dans une Unité Hospitalière expérimentée en Hygiène et Contrôle des Infections associées aux soins en France	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport de formation	x			-
Former le personnel de l'équipe de pilotage et des équipes opérationnelle de la surveillance des agents pathogènes multirésistants	Organiser annuellement une session de formation ou de recyclage du personnel en atelier de 32 participants hors de Cotonou sur la détection et la surveillance des microorganismes multirésistants	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport de formation	х	х	х	21 957 000
Assurer la mise en œuvre du plan national de la surveillance de la résistance aux antimicrobiens.	Désigner par un acte officiel les instances multisectorielles de pilotage du système de surveillance avec un cahier de charge clairement défini	Elevé	Ministère en charge de la santé	Acte officiel désignant les instances multisectorielles de pilotage du système de surveillance	х			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Assurer la mise en œuvre du plan national de la surveillance de la résistance aux antimicrobiens.	Organiser une enquête nationale de prévalence des infections associées aux soins causées par des bactéries résistances aux antimicrobiens (établissement d'un baseline nécessaire à l'évaluation de l'efficacité de la surveillance)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'enquête	X			25 000 000
Assurer la mise en œuvre du plan national de la surveillance de la résistance aux antimicrobiens.	Organiser une fois par semestre une mission de supervision du personnel impliqué dans la surveillance des infections associées aux soins et des microorganismes multirésistants dans les sites sentinelles (prise en charge de 2 équipes de 5 personnes chacun	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport de supervision	X			32 000 000
								93 835 000

Domaine technique 3_Résistance aux antimicrobiens

Objectif spécifique Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale

Indicateurs EEC 3.3 Programme de prévention et de lutte contre les infections associées aux soins de santé

Objectif de l'indicateur EEC Un Programme de prévention et de lutte contre les infections associées aux soins de santé

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un programme de prévention et contrôle des infections associées aux soins de santé	Organiser, un atelier d'actualisation et de validation du Plan National de Prévention et Contrôle des Infections associées aux soins suivant les recommandations 2017 de l'OMS sur les principales composantes de la PCI (en 4 jours avec 45 participants hors	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'actualisation et de validation du plan	X	x	х	12 415 000
Elaborer un programme de prévention et contrôle des infections associées aux soins de santé	Faire approuver le plan par les ministres sectoriels ou le conseil des ministres	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'approbation du plan	х			-
Elaborer un programme de prévention et contrôle des infections associées aux soins de santé	Editer le document du plan en 200 exemplaires (120 pages couleur)	Elevé	Ministère en charge de la santé	PV de réception	X			1 000 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un programme de prévention et contrôle des infections associées aux soins de santé	Organiser 2 sessions d'ateliers de vulgarisation du plan en 3 jours avec 32 participants chacun dont une session au Centre et une autre au Nord du pays	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport d'atelier de vulgarisation	х			14 638 000
Mettre en œuvre le programme de lutte contre les infections associées aux soins de santé	Adopter par un acte officiel les structures chargées du pilotage de la mise en œuvre du plan suivant le mécanisme de gouvernance défini	Elevé	Ministère en charge de la santé	Acte officiel désignant les structures chargées du pilotage de la mise en œuvre du plan	х			-
Mettre en œuvre le programme de lutte contre les infections associées aux soins de santé	Elaborer des lignes directrices nationales à partir des recommandations 2017 de l'OMS pour les composantes principales de la PCI (Directives sur la protection du personnel; sur la sécurité des injections et du sondage, sur la gestion de l'environnement d	Elevé	Ministère en charge de la santé	Document des lignes directrices nationales	х			12 290 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en œuvre le programme de lutte contre les infections associées aux soins de santé	Organiser un atelier de formation (30 participants par an) sur la stratégie multimodale de l'OMS relative à l'implémentation des principales composantes de la PCI associées aux soins de santé humaine	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'atelier de formation	X	х	х	55 400 000
Mettre en œuvre le programme de lutte contre les infections associées aux soins de santé	Organiser un atelier semestriel au profit de 30 agents des secteurs de la santé animale et de l'environnement sur l'observance des mesures de prévention et lutte contre les infections dans leur domaine.	Moyen	Ministères en de l'Elevage et de l'environnement	Rapport d'atelier de formation	х	х	х	55 400 000
Mettre en œuvre le programme de lutte contre les infections associées aux soins de santé	Acquérir un véhicule pickup 4 x 4 pour la structure nationale de pilotage	Moyen	Ministère en charge de la santé	PV de réception	х			25 000 000
Mettre en œuvre le programme de lutte contre les infections associées aux soins de santé	Organiser une supervision trimestrielle des activités des CLIN/EOPCI sous forme d'audit avec renvoi d'informations aux acteurs (2	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport de supervision	X	х	х	32 000 000

Activités principales	Activités détaillées	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
	équipes de 5 personnes)						
							208 143 000

Domaine technique 3_Résistance aux antimicrobiens

Objectif spécifique Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale

Indicateurs EEC 3.4 Activités de gestion des antimicrobiens

Objectif de l'indicateur EEC La gestion des antimicrobiens est assurée

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un plan de gestion et d'optimisation de l'utilisation des antimicrobiens en santé humaine et animale.	Organiser en 4 jours hors de Cotonou, un atelier de 32 participants pour la planification des actions favorables à la bonne gestion et l'utilisation rationnelle des antimicrobiens	Elevé	Ministère en charge de la santé	Document plan de gestion et d'optimisation de l'utilisation des antimicrobiens en santé humaine et animale	X			9 204 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un plan de gestion et d'optimisation de l'utilisation des antimicrobiens en santé humaine et animale.	Organiser en 4 jours avec 32 participants à Cotonou un atelier de validation du plan national multisectoriel de gestion des antimicrobiens	Elevé	Ministère en charge de la santé	Document plan de gestion et d'optimisation de l'utilisation des antimicrobiens en santé humaine et animale	x			5 044 000
Elaborer un plan de gestion et d'optimisation de l'utilisation des antimicrobiens en santé humaine et animale.	Faire approuver le plan par les ministres sectoriels ou le conseil des ministres	Elevé	Ministère en charge de la santé	Document plan de gestion et d'optimisation de l'utilisation des antimicrobiens en santé humaine et animale	х			-
Elaborer un plan de gestion et d'optimisation de l'utilisation des antimicrobiens en santé humaine et animale.	Organiser un atelier de vulgarisation du plan en 2 jours à Cotonou avec 60 participants	Moyen	Ministère en charge de la santé	Document plan de gestion et d'optimisation de l'utilisation des antimicrobiens en santé humaine et animale	X			6 820 000
Mettre en œuvre le plan de gestion et d'optimisation de l'utilisation des antimicrobiens en santé humaine et animale.	Organiser la sensibilisation (par communication de presse, spot radio-télévisée, affiches) pour encourager l'utilisation rationnelle des antibiotiques en médecine humaine, dans les élevages animaux et dans d'autres domaines pertinents	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport d'atelier de sensibilisation	X			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en œuvre le plan de gestion et d'optimisation de l'utilisation des antimicrobiens en santé humaine et animale.	Appuyer les comités multidisciplinaires existants dans les formations sanitaires (CLIN, EOPCI, CMC) ou les structures décentralisées de médecine vétérinaire pour le suivi de la bonne gestion (approvisionnement, conservation, prescription, antibiogramme, u	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport de suivi de gestion	х			-
Mettre en œuvre le plan de gestion et d'optimisation de l'utilisation des antimicrobiens en santé humaine et animale.	Organiser des audits semestriels de la gestion dans tous les secteurs (prise en charge de 2 équipes de 5 personnes pendant 5 jours dans le pays)	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport d'audit de gestion	х	х	х	16 000 000
								37 068 000

Domaine technique 4_Maladies Zoonotiques

Objectif spécifique Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale

Indicateurs EEC 4.1 Système de surveillance en place pour les zoonoses / agents pathogènes prioritaires

Objectif de l'indicateur EEC Un système de surveillance des maladies/pathogènes zoonotiques prioritaires est en place

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un plan de surveillance intégrée d'au moins cinq maladies zoonotiques majeures	Recruter un consultant national (15 jours) pour l'élaboration du plan de surveillance en collaboration avec le comité technique	Moyen	Ministère en charge de la santé	Document de plan de surveillance	х			2 570 000
Elaborer un plan de surveillance intégrée d'au moins cinq maladies zoonotiques majeures	Elaborer le plan de surveillance (consultant et comité technique, atelier de 4 jours)	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine et animale	Document de plan de surveillance	х			3 030 000
Elaborer un plan de surveillance intégrée d'au moins cinq maladies zoonotiques majeures	Organiser un atelier de validation (de 02 jours, 40 participants à l'intérieur du pays) du plan de surveillance intégrée des maladies zoonotiques	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine et animale	Document de plan de surveillance	х			6 580 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un plan de surveillance intégrée d'au moins cinq maladies zoonotiques majeures	Editer 250 copies du plan de surveillance intégrée des maladies zoonotiques	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine et animale	Document de plan de surveillance	x			3 000 000
Elaborer un plan de surveillance intégrée d'au moins cinq maladies zoonotiques majeures	Organiser un atelier national de vulgarisation du plan (02 jours, 50 participants)	Moyen	Ministère en charge de la santé humaine et animale	Document de plan de surveillance	х			7 840 000
Mettre en œuvre le plan de surveillance intégrée des maladies zoonotiques	Briefer les relais communautaires sur la détection et la notification des cas de maladies zoonotiques (5400 personnes)	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine et animale	Rapport de briefing	x			32 535 000
Mettre en œuvre le plan de surveillance intégrée des maladies zoonotiques	Reproduire le support de briefing, (une copie de 05 pages par personne)	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine et animale	PV de réception	х			405 000
Renforcer la capacité des relais communautaires	Doter mensuellement les relais communautaires en unités téléphoniques pour la notification régulière des informations relatives à la surveillance épidémiologique	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine et animale	Bordereau de livraison	X			32 400 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Renforcer la capacité des relais communautaires	Réaliser semestriellement une supervision intégrée (équipe de 04 personnes dans chaque département) au profit des professionnels en charge de la surveillance des maladies zoonotiques	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine et animale	Rapport de supervision	х	x	х	188 640 000
								277 000 000

Domaine technique 4_Maladies Zoonotiques

Objectif spécifique Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale

Indicateurs EEC 4.2 Personnels vétérinaires et de santé animale

Objectif de l'indicateur EEC Personnels vétérinaires et de santé animale ont leur capacité renforcée

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Former les agents de santé animale en épidémiologie de terrain (FETP)	Identifier un point focal dans le secteur de santé animale par zone (50 point focaux)	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine et animale	Liste de Points focaux	X			-
Former les agents de santé animale en épidémiologie de terrain (FETP)	Former les agents identifiés en épidémiologie de terrain pendant 13 jours (2 x 25 participants) (3 sessions de 5 jours, 5 jours et 3 jours) 4 formateurs	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine et animale	Nombre d'agent identifié formé	х			70 200 000
Former les agents de santé animale en épidémiologie de terrain (FETP)	Superviser les agents en cours de formation sur la pratique de terrain à leur site de travail (deux fois, par 16 mentors pendant 3 jours)	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine et animale	Nombre de supervision	х	х	х	19 200 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Former les agents de santé animale en épidémiologie de terrain (FETP)	Organiser une fois par an une session d'apprentissage de trois jours regroupant les 50 gradués ; les 16 mentors, les 12 CSDPMT, les 34 MCZS et les 12 DDS	Moyen	Ministère en charge de la santé humaine et animale	Nombre de gradué formé	х	х	х	106 652 000
								196 052 000

Domaine technique 4_Maladies Zoonotiques

Objectif spécifique Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale

Indicateurs EEC 4.3 Mécanismes établis et fonctionnels pour riposter aux zoonoses infectieuses

Objectif de l'indicateur EEC Des mécanismes établis et fonctionnels pour riposter aux zoonoses infectieuses sont en place

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en œuvre le plan de surveillance intégrée des maladies zoonotiques	Organiser une revue annuelle des indicateurs de la surveillance intégrée, de la qualité des données et de la performance (3 jours avec 127 participants en 3 sessions dans 4 départements)	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine et animale	Rapport de revue	х	X	х	104 236 000
Elaborer une directive nationale permettant aux laboratoires de santé publique et aux laboratoires de santé animale de partager des comptes rendus de laboratoire	Prendre un acte réglementaire pour instituer un comité consultatif de dix membres (composé des professionnels de laboratoire spécialistes de santé publique et de santé animale)	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine et animale	Acte réglementaire instituant un comité consultatif de dix membres (composé des professionnels de laboratoire spécialistes de santé publique et de santé animale	X			-
								104 236 000

Domaine technique 5_Sécurité Sanitaire des Alimentaires

Objectif spécifique Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale

Indicateurs EEC 5.1 Mécanismes existants et fonctionnels de détection et de riposte aux maladies d'origine alimentaire et à la contamination des aliments

Objectif de l'indicateur EEC Des mécanismes existants et fonctionnels de détection et de riposte aux maladies d'origine alimentaire et à la contamination des aliments sont disponibles

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Désigner les points focaux de Sécurité Sanitaire des Aliments de chaque partie prenante (secteur de la sécurité sanitaire des aliments, secteur de la santé humaine, personnels de surveillance et d'intervention, secteur de la santé animale, principaux laboratoires	Désigner un point focal au niveau de chaque partie prenante (secteur de la sécurité sanitaire des aliments, secteur de la santé humaine, personnels de surveillance et d'intervention, secteur de la santé animale, principaux laboratoires) pour faire partie	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'agriculture	Liste de Points focaux	X			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Désigner les points focaux de Sécurité Sanitaire des Aliments de chaque partie prenante (secteur de la sécurité sanitaire des aliments, secteur de la santé humaine, personnels de surveillance et d'intervention, secteur de la santé animale, principaux laboratoires	Elaborer les procédures, modes opératoires normalisées et lignes directrices portant régimes de collaboration et de fonctionnement des différentes parties prenantes (secteur de la sécurité sanitaire des aliments, secteur de la santé humaine, personnels de	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'agriculture	Procédures, modes opératoires normalisées et lignes directrices portant régimes de collaboration et de fonctionnement des différentes parties prenantes disponibles	X			3 400 000
Désigner les points focaux de Sécurité Sanitaire des Aliments de chaque partie prenante (secteur de la sécurité sanitaire des aliments, secteur de la santé humaine, personnels de surveillance et d'intervention, secteur de la santé animale, principaux laboratoires	Organiser en atelier (3 jours regroupant 40 participants) pour la validation des procédures, modes opératoires normalisées et lignes directrices élaborées portant régimes de collaboration et de fonctionnement des différentes parties prenantes	Elevé	Ministère en charge de l'agriculture	Rapport de l'atelier	X			9 215 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Renforcer les capacités du Laboratoire Central de Contrôle de Sécurité Sanitaire des Aliments (LCSSA) dans la surveillance épidémiologique	Elaborer et mettre à disposition des acteurs du SSA le guide de prélèvement et de transport des échantillons (Recrutement d'un consultant national pour 15 jours)	Elevé	Ministère en charge de l'agriculture	Guide de prélèvement et de transport des échantillons disponible	x			1 895 000
Etablir un profil des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments et proposer un mécanisme de gestion	Recruter un consultant national (20 jours) pour l'établissement du profil des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments	Elevé	Ministère en charge de l'agriculture	Document de profil des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments		Х		2 520 000
Etablir un profil des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments et proposer un mécanisme de gestion	Organiser un atelier (3 jours regroupant 50 participants) pour la validation du document portant profil des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments et du mécanisme de gestion desdits risques	Elevé	Ministère en charge de l'agriculture	Document de profil des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments		X		11 185 000
Etablir un profil des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments et proposer un mécanisme de gestion	Dissémination du document portant profil des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments ; (500 plaquettes)	Elevé	Ministère en charge de l'agriculture	Document de profil des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments		х		1 250 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Renforcer les capacités de l'Agence Béninoise pour la Sécurité Sanitaire des Aliments (ABSSA) dans la surveillance épidémiologique	Organiser un atelier pour la mise à jour du décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'ABSSA et mettre en place le cadre institutionnel subséquent. (40 participants, 3 jours en région)	Elevé	Ministère en charge de l'agriculture	Rapport de l'atelier	х			9 215 000
Renforcer les capacités de l'Agence Béninoise pour la Sécurité Sanitaire des Aliments (ABSSA) dans la surveillance épidémiologique	Renforcer la capacité des point focaux en SSA (RSI, INFOSAN, Analyses des risques etc.) par une formation (03 jours, 30 participants en région)	Elevé	Ministère en charge de l'agriculture	Rapport de l'atelier de formation	х			6 925 000
Participer aux instances du Réseau International des Autorités de Sécurité Sanitaire des Aliments (INFOSAN)	Participer aux instances du Réseau International des Autorités de Sécurité Sanitaire des Aliments (INFOSAN) (01 personne au forum international)	Elevé	Ministère en charge de l'agriculture	Rapport de l'atelier	х	x	х	7 275 000
								52 880 000

Domaine technique 6_Bio sûreté et Biosécurité

Objectif spécifique Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale

Indicateurs EEC 6.1 Existence d'un système de sécurité et de sûreté biologiques impliquant l'ensemble du gouvernement pour les structures humaines, animales et agricoles

Objectif de l'indicateur EEC Un système de sécurité et de sûreté biologiques impliquant l'ensemble du gouvernement pour les structures humaines, animales et agricoles existe

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Créer un système de surveillance active au laboratoire	Recruter 1 consultant national (2 semaines) pour la rédaction d'un guide de surveillance active	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Guide de surveillance active au laboratoire disponible	X			2 550 000
Créer un système de surveillance active au laboratoire	Organiser un atelier de validation du guide de surveillance au laboratoire (2 jours avec 50 participants)	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Guide de surveillance active au laboratoire disponible	X			7 465 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Créer un système de surveillance active au laboratoire	Multiplier le guide de surveillance au laboratoire (250 copies du document de 125 pages environ)	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	PV de réception	х			1 250 000
Vulgariser le guide de surveillance active au laboratoire	Organier 3 ateliers (2 jours avec 50 personnes à Ouidah et 50 personnes à Bohicon et 50 personnes à Natitingou)	Moyen	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Rapport de l'atelier	х			25 500 000
Faire l'inventaire des agents pathogènes au sein des structures qui stockent ou manipulent des agents pathogènes et toxines dangereux et disposer un registre pour ;	Identifier et responsabiliser une structure pour tenir et renseigner le registre des agents pathogènes	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Registre des agents pathogènes	х			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Recenser toutes les structures manipulant les agents pathogènes	Mobiliser 2 équipes de 4 personnes chacune pendant 2 semaines pour le recensement de toutes les structures manipulant les agents pathogènes	Moyen	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Rapport de recensement		X		4 000 000
								40 765 000

Domaine technique 6_Bio sûreté et Biosécurité

Objectif spécifique Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale

Indicateurs EEC 6.2 Formation et pratiques dans le domaine de la sécurité et de la sûreté biologiques

Objectif de l'indicateur EEC Formation et pratiques dans le domaine de la sécurité et de la sûreté biologiques sont effectives

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Assurer l'homologation du laboratoire pour la conservation des agents pathogènes et toxines dangereux	Mettre en place un comité de 2 experts nationaux et 1 expert international chargés d'homologation de la structure habilitée à conserver des pathogènes et mener une réunion	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Liste des laboratoires pour la conservation des agents pathogènes et toxines dangereux		X		750 000
Assurer l'homologation du laboratoire pour la conservation des agents pathogènes et toxines dangereux	Faire participer un expert international chargés d'homologation de la structure habilitée à conserver des pathogènes à une réunion	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Liste des laboratoires pour la conservation des agents pathogènes et toxines dangereux		X		2 164 658

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Appliquer des mesures de lutte contre les agents pathogènes	Superviser (2 équipes de 4 personnes pendant 2 semaines) sur site les acteurs concernés sur les mesures de bases contre les risques de transmission d'agents pathogènes	Moyen	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Rapport de supervision		х	х	8 000 000
Appliquer des mesures de lutte contre les agents pathogènes	Doter les agents manipulateurs de matériel de protection et des désinfectants (EPI, eau de javel)	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	PV de réception	х			-
Prioriser les méthodes de diagnostic sans culture préalable d'agents pathogènes dangereux.	Former 30 techniciens (24 au niveau Département et 6 au niveau central) pendant 1 semaine à Cotonou sur les méthodes de diagnostic sans culture préalable d'agents pathogènes dangereux	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Nombre de technicien formé		х		9 535 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place un système de financements nécessaires pour appuyer le système national global de sécurité et de sûreté biologiques	Introduire une communication en conseil en vue de l'adoption par le gouvernement du Plan d'Action National de la Sécurité Sanitaire	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Un mécanisme de financement du système national de sécurité et de sureté biologique est adopté en conseil des ministres (Relevé du conseil des ministres disponible)	X			-
Mettre en place un système de financements nécessaires pour appuyer le système national global de sécurité et de sûreté biologiques	Organiser une table ronde d'une journée des PTF sur le financement du PANSS 40 personnes à Cotonou	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Un mécanisme de financement du système national de sécurité et de sureté biologique est adopté en conseil des ministres (Relevé du conseil des ministres disponible)	X			505 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un plan national pour la formation du personnel à la sécurité et à la sûreté biologiques dans toutes les structures qui abritent ou manipulent des agents pathogènes et toxines dangereux	Identifier les besoins en formation par le biais des points focaux sectoriels	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Document de plan	х			,
Elaborer un plan national pour la formation du personnel à la sécurité et à la sûreté biologiques dans toutes les structures qui abritent ou manipulent des agents pathogènes et toxines dangereux	Former (en 2 jours) 50 techniciens sur la procédure d'acheminement des matières infectieuses	Moyen	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Rapport de formation	х			8 320 000
Elaborer les lignes directrices ainsi que les règlementations et les principes directeurs en matière de sécurité biologique	Recruter un consultant international pour élaborer le document (07 jours)	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Document des principes directeurs en matière de sécurité biologiques	х			4 303 078

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer les lignes directrices ainsi que les règlementations et les principes directeurs en matière de sécurité biologique	Organiser un atelier de 3 jours pour valider le document avec les responsables des différentes structures. (50 personnes en région)	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Document des principes directeurs en matière de sécurité biologiques	X			11 185 000
Elaborer les lignes directrices ainsi que les règlementations et les principes directeurs en matière de sécurité biologique	Vulgariser le document (responsables des structures qui manipulent les agents pathogènes santé, agriculture, enseignement sup etc.,): 3 ateliers avec 50 participants chaque fois 1 jour	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Document des principes directeurs en matière de sécurité biologiques	x			24 960 000
Assurer l'homologation du laboratoire pour la conservation des agents pathogènes et toxines dangereux	Former 2 techniciens de laboratoire par 2 experts pendant 1 semaine sur la procédure de la conservation	Moyen	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Rapport de formation	х			368 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Equiper la structure habileté à conserver les agents pathogènes	Doter la structure habileté à conserver les agents pathogènes de matériel nécessaire (appareils, milieux de culture, consommables)	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	PV de réception	X	X		-
Mettre en œuvre un mécanisme de supervision et d'application contraignante	Organiser 2 visites de supervisions par an (2 équipes 3 personnes pendant 2 semaines)	Moyen	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Rapport de supervision	х	Х	х	9 300 000
Assurer le suivi sanitaire des agents	Faire suivre une visite médicale annuelle (150 personnes)	Elevé	Ministère en charge de la santé humaine, en charge de la santé animale et en charge de l'agriculture	Compte rendu de visite médicale annuelle	Х	X	х	750 000
								80 140 736

Domaine technique 7_Vaccination

Objectif spécifique Réduire le risque d'apparition de flambées épidémiques et d'autres événements de santé publique pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale

Indicateurs EEC 7.1 La couverture vaccinale (rougeole) fait partie intégrante d'un programme national

Objectif de l'indicateur EEC La couverture vaccinale (rougeole) est assurée par le programme national

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Atteindre toutes les cibles à vacciner.	Conduire le processus d'analyse équité vaccination (dans 55 communes PEV restants) : Formation des acteurs ; Collecte et analyse des données ; ateliers communaux d'élaboration de micro plan	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	X			110 000 000
Atteindre toutes les cibles à vacciner.	Renforcer la vaccination systématique par l'approche "Atteindre Chaque District" (ACE) dans les 10 Zones Sanitaires (30 communes) à faible performance : Renforcement des Stratégies Avancée de vaccination et les rattrapages des irréguliers à la vaccination	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	X			60 000 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Atteindre toutes les cibles à vacciner.	Organiser annuellement les activités de vaccinations supplémentaires dans 30 communes à faible performance	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	X	х	х	240 000 000
Inhiber les facteurs socio- culturels qui entravent la vaccination	Elaborer 2000 boites à image et affiches (communication, mobilisations sociale, plaidoyer) en vaccination à l'endroit de la communauté (leader d'opinions et des gardiennes d'enfants)	Moyen	Ministères en charge de la santé	Nombre de boîte à image	X			10 000 000
Inhiber les facteurs logistiques (véhicule, carburant, moto etc.) qui entravent la vaccination	Acquérir annuellement 50 motos sur l'ensemble des formations sanitaires	Elevé	Ministères en charge de la santé	Nombre de motos acquises (PV de réception)	х	х	х	120 000 000
Inhiber les facteurs logistiques (véhicule, carburant, moto etc.) qui entravent la vaccination	Acquérir annuellement 2 Pick up pour 2 communes sur l'ensemble des formations sanitaires	Moyen	Ministères en charge de la santé	PV de réception	х	х	х	200 000 000
Améliorer la synergie d'action entre le secteur santé et le secteur animal.	Tenir les réunion cadre de concertation entre les cadres du Secteur de la santé humaine et de la santé animale (10 personnes et par trimestre)	Faible	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Compte rendu de réunion	х	х	x	400 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
								740 400 000

Volet Détection

Domaine technique 8 Laboratoire

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 8.1 Analyses en laboratoire pour la détection des maladies prioritaires

Objectif de l'indicateur EEC Analyses en laboratoire pour la détection des maladies prioritaires est effective

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Rendre fonctionnel l'organe national qui supervise le contrôle interne de la qualité et les schémas d'évaluation extérieure de la qualité dans les laboratoires de santé publique à tous les niveaux ;	Actualiser l'arrêté ayant mis en place l'organe national qui supervise le contrôle interne de la qualité et le schéma d'évaluation externe de la qualité dans les laboratoires de santé publique à tous les niveaux	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Arrêté actualisé	X			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Rendre fonctionnel l'organe national qui supervise le contrôle interne de la qualité et les schémas d'évaluation extérieure de la qualité dans les laboratoires de santé publique à tous les niveaux;	Former 24 Biologistes Médicaux, (2 par département pendant 3 jours) à la réalisation du contrôle interne de la qualité et de l'évaluation extérieure de la qualité	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de formation	x			5 583 000
Renforcer les capacités du niveau périphérique (CS et HZ) et du niveau départemental (CHD) pour réaliser la plupart des tests tant pour la santé humaine que pour la santé animale	Former 150 Biologistes Médicaux (5 sessions de 30 participants pendant 3 jours) sur les bonnes pratiques du laboratoire et le diagnostic des maladies sous surveillance épidémiologique	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de formation	х			34 625 000
Renforcer les capacités du niveau périphérique (CS et HZ) et du niveau départemental (CHD) pour réaliser la plupart des tests tant pour la santé humaine que pour la santé animale	Former 25 techniciens de laboratoire en santé animale en une session de 3 jours sur les bonnes pratiques du laboratoire	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de formation	х			5 780 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Créer une plateforme d'échanges de résultats entre le laboratoire National de santé humaine et le Laboratoire National de santé animale	Mettre en place une équipe technique de 9 personnes pour actualiser l'arrêté sur le réseau des laboratoires	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Arrêté sur le réseau des laboratoires actualisé	х			-
Créer une plateforme d'échanges de résultats entre le laboratoire National de santé humaine et le Laboratoire National de santé animale	Faire valider le projet d'arrêté par un atelier de 20 personnes en une journée	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Arrêté sur le réseau des laboratoires actualisé	х			865 000
Créer une plateforme d'échanges de résultats entre le laboratoire National de santé humaine et le Laboratoire National de santé animale	Prendre un arrêté interministériel formalisant cette plateforme	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Arrêté sur le réseau des laboratoires actualisé	x			
Rendre disponibles le manuel de procédures opérationnelles pour les tests de laboratoires des maladies à potentiels épidémique biologie humaine et vétérinaire	Organiser un atelier (40 personnes pendant 5 jours) pour la validation du manuel de procédures opérationnelles des tests de laboratoires des maladies à potentiel épidémique	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de l'atelier	х			10 780 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Renforcer le plateau technique du LNSP pour le diagnostic des maladies à potentiel épidémique	Acquérir des équipements pour le laboratoire de diagnostic des maladies à potentiel épidémique : Incinérateur, Autoclave à contrôle manuel 81518, Etuve à CO2 39 2340 H, Congélateur - 80°C 381HC, Agitateur vortex 11118 Top-Mix	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	PV de réception	X			13 950 000
Coordonner le système d'approvisionnement en produits de diagnostic in vitro	Mettre en place une structure de coordination de l'approvisionnement des produits de diagnostic in vitro	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage		х			-
Mettre à la disposition du personnel de laboratoire des équipements de protection individuelle (EPI) et tout le matériel nécessaire pour garantir la bio sureté et la biosécurité en dehors des périodes de gestion des épidémies	Former 90 Biologistes Médicaux en 5 sessions de 30 participants pendant 3 jours sur le port de l'EPI, la réalisation du triple emballage et le transport de matières infectieuses	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de formation	х		х	39 890 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre à la disposition du personnel de laboratoire des équipements de protection individuelle (EPI) et tout le matériel nécessaire pour garantir la bio sureté et la biosécurité en dehors des périodes de gestion des épidémies	Former 25 techniciens de laboratoire en santé animale en une session de 3 jours sur le port de l'EPI, la réalisation du triple emballage et le transport de matières infectieuses	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de formation	х		х	11 880 000
Renforcer le système de communication entre acteurs du système du Laboratoire pour la gestion des résultats biologiques entre les différents niveaux	Acquérir deux téléphones portables	Faible	Ministères en charge de la santé	PV de réception	х			201 000
Renforcer le système de communication entre acteurs du système du Laboratoire pour la gestion des résultats biologiques entre les différents niveaux	Mettre les responsables du laboratoire des hôpitaux de zone, CHD et Laboratoire national en corporate	Moyen	Ministères en charge de la santé		х	х	х	7 200 000
Renforcer le système de	Faire la jointure du corporate du	Moyen	Ministères en		х			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
communication entre acteurs du système du Laboratoire pour la gestion des résultats biologiques entre les différents niveaux	laboratoire avec celui de la surveillance épidémiologique		charge de la santé					
								130 754 000

Domaine technique 8_Laboratoire

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 8.2 Système pour le transfert et le transport d'échantillons

Objectif de l'indicateur EEC Un système pour le transfert et le transport d'échantillons existe

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Rendre disponibles le manuel de procédures opérationnelles pour les tests de laboratoires des maladies à potentiels épidémique biologie humaine et vétérinaire	Organiser un atelier (10 personnes pendant 5 jours) pour l'élaboration du manuel de procédures opérationnelles pour les tests de laboratoires des maladies à potentiel épidémique	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de l'atelier	х			3 955 000
Equiper le Laboratoire National de Santé Publique pour assurer le transport actif des échantillons infectieux.	Equiper le Laboratoire National de Santé Publique avec 1 véhicule (Pick up) pour le transport actif des échantillons infectieux.	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	PV de réception	x			25 000 000
Equiper le Laboratoire National de Santé Publique pour assurer le transport actif des échantillons infectieux.	Assurer l'envoi de quelques échantillons infectieux vers les centres collaborateurs de l'OMS pour contrôle de conformité	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Bordereau d'envoi	х			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Assurer le transport actif des échantillons infectieux vers le Laboratoire National de Santé Publique	Organiser tous les 2 mois, en 2 équipes (chauffeur et biologiste) la collecte des échantillons infectieux dans les douze départements suivant les itinéraires : 1- Natitingou, Djougou, Dassa, Bohicon, Aplahoué, Lokossa et 2- Kandi, Parakou, Pobè, Porto Novo	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de mission	х	X	X	14 160 000
								43 115 000

Domaine technique 8_Laboratoire

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 8.3 Système de qualité des laboratoires

Objectif de l'indicateur EEC Système de qualité des laboratoires

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Former les personnels à la démarche AQ	Former 150 Biologistes Médicaux en 5 sessions de 30 participants pendant 3 jours sur la démarche AQ	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport de formation	x		х	43 750 000
Former les personnels à la démarche AQ	Former 25 techniciens de laboratoire en santé animale en une session de 3 jours sur la démarche AQ	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport de formation	x		Х	8 750 000
Assurer l'inspection des laboratoires de biologie médicale	Prendre un arrêté pour l'inspection des laboratoires de biologie médicale	Elevé	Ministères en charge de la santé	Arrêté pour l'inspection des laboratoires de biologie médicale	Х			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Assurer l'inspection des laboratoires de biologie médicale	Organiser une inspection annuelle des 40 laboratoires de du Réseau National des Laboratoires de surveillance (santé humaine et animale) 2 équipes de 3 personnes et 1 chauffeur pendant 2 semaines	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de mission	х	х	х	16 080 000
Organiser la surveillance des produits de diagnostic in vitro (réactifs)	Organiser un atelier de 10 personnes pendant 5 jours à Bohicon pour l'élaboration du document de guide de surveillance des produits de diagnostic in vitro (réactifs)	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de l'atelier	х			3 955 000
Organiser la surveillance des produits de diagnostic in vitro (réactifs)	Organiser un atelier de 25 personnes pendant 3 jours pour la validation du document de guide de surveillance des produits de diagnostic in vitro (réactifs)	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de l'atelier		х		4 375 000
Organiser la surveillance des produits de diagnostic in vitro (réactifs)	Assurer le fonctionnement de l'organe nationale de réglementation chargée de la qualification ou de l'enregistrement des dispositifs de diagnostic in vitro	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage		x			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place un programme d'Evaluation Externe de la Qualité	Créer l'unité d'évaluation externe de la qualité	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage		X			-
Mettre en place un programme d'Evaluation Externe de la Qualité	Mettre en place le programme d'Evaluation Externe de la Qualité dans les laboratoires de biologie humaine	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	AOF du Programme d'Evaluation	Х			-
								76 910 000

Domaine technique 9_Surveillance en temps réel

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 9.1 Systèmes de surveillance basée sur des indicateurs et de surveillance des évènements

Objectif de l'indicateur EEC Systèmes de surveillance basée sur des indicateurs et de surveillance des évènements sont fonctionnels

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place la surveillance à base communautaire	Former 1 relais communautaire par village/quartier de ville du Bénin (5300 agents communautaires en 177 sessions de 3 jours sur la surveillance à base communautaire)	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de formation	х	x	х	416 700 000
Mettre en place la surveillance à base communautaire	Former 675 chefs postes (22 sessions de 2 jours) sur la supervision des activités des relais communautaires	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de formation	х	х	х	58 440 000
Mettre en place la surveillance basée sur les évènements	Plaider pour la mise en place du Service de l'Intelligence Epidémiologique au Bénin	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Acte administratif de mise en place de la surveillance basée sur les évènements	х			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place la surveillance basée sur les évènements	Mettre en place une structure pilote du Service de l'Intelligence Epidémiologique au sein de la DNSP;	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Acte administratif de mise en place de la surveillance basée sur les évènements	х			-
Mettre en place la surveillance basée sur les évènements	Nommer les membres du Service de l'Intelligence Epidémiologique au niveau national ;	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Acte administratif de mise en place de la surveillance basée sur les évènements	х			-
Mettre en place la surveillance basée sur les évènements	Identifier les points focaux aux niveaux intermédiaire et périphérique du Ministère de la santé et des autres secteurs ;	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Acte administratif de mise en place de la surveillance basée sur les évènements	х			-
Mettre en place la surveillance basée sur les évènements	Organiser le briefing des acteurs	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de briefing	х			375 000
Mettre en place la surveillance basée sur les évènements	Développer les Modes Opératoires Standards pour la collecte, l'analyse et le triage des rumeurs ; consultant	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de	Manuel de modes Opératoires Standards	Х			625 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
	national (5 jours)		l'Elevage					
Mettre en place la surveillance basée sur les évènements	Atelier de validation 2 jours 50pps à Bohicon des Modes Opératoires Standards pour la collecte/analyse & triage des rumeurs	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de l'atelier	X			8 500 000
Mettre en place la surveillance basée sur les évènements	Démarrer la mise en œuvre de l'Unité de l'Intelligence Epidémiologique	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport d'activité	x			1
Mettre en place la surveillance basée sur les évènements	Etablir un lien entre EIE, COUS, SIMR, CNLS-TP, PNRRC-ACC, HAAC, Police	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage		х			-
Mettre en place la surveillance basée sur les évènements	Prendre un arrêté portant création, organisation et fonctionnement de l'Unité de l'Intelligence Epidémiologique au Bénin ;	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Acte administratif de mise en place de la surveillance basée sur les évènements	х			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Doter de forfait internet annuel les agents impliqués dans la compilation et la transmission des données de la surveillance épidémiologique de la santé humaine au Bénin	Dotation de forfait internet annuel au profit des agents impliqués dans la compilation et la transmission des données de la surveillance épidémiologique de la santé humaine au Bénin	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Bordereau de dotation	Х	х	х	27 360 000
Organiser un atelier d'échange d'expérience annuel entre les chargés de la surveillance épidémiologique de la santé humaine et ceux de la santé animale	Organiser annuellement un atelier de 2 jours de partage d'expérience entre les chargés de la surveillance épidémiologique de la santé humaine et ceux de la santé animale pour 30 participants	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de l'atelier	х	х	х	21 040 000
Acquérir 50 GPS au profit des chargés de surveillance épidémiologique des Zones sanitaires, DDS et Service de l'épidémiologie du Ministère de la Santé	Acquérir 50 GPS au profit des chargés de surveillance épidémiologique des Zones sanitaires, DDS et Service de l'épidémiologie du Ministère de la Santé	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	PV de réception	х			4 000 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Former les chargés de surveillance épidémiologique des Zones sanitaires, DDS et du Service de l'épidémiologie du Ministère de la Santé sur l'utilisation et l'exploitation des données prises par le GPS et système d'Information Géographique GIS	Former et mise à jour les 50 chargés de surveillance épidémiologique des Zones sanitaires, DDS et du Service de l'épidémiologie du Ministère de la Santé sur l'utilisation et l'exploitation des données prises par le GPS en 2 Sessions de 4 jours	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de formation	х			17 420 000
Former / Recycler les chargés de surveillance épidémiologique des Zones sanitaires et DDS sur la gestion des données	Former/Recycler en 4 jours les 46 chargés de surveillance épidémiologique des Zones sanitaires et DDS sur la gestion des données en 2 sessions de 30 participants chaque deux ans	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de formation	х		х	34 840 000
Produire et diffuser systématiquement les bulletins de surveillance épidémiologique prenant en compte le concept One Health trimestriellement aux niveaux Zone sanitaire et	Produire et diffuser systématiquement 100 exemplaires de bulletin trimestriel Epidémiologique au niveau zone sanitaire	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Bordereau de diffusion	х	х	х	-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
départemental et semestriellement au niveau national								
Produire et diffuser systématiquement les bulletins de surveillance épidémiologique prenant en compte le concept One Health trimestriellement aux niveaux Zone sanitaire et départemental et semestriellement au niveau national	Produire et diffuser systématiquement 100 exemplaires de bulletin Trimestriel Epidémiologique au niveau départemental	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Bordereau de diffusion	х	x	х	-
Produire et diffuser systématiquement les bulletins de surveillance épidémiologique prenant en compte le concept One Health trimestriellement aux niveaux Zone sanitaire et départemental et semestriellement au niveau national	Produire et diffuser systématiquement 500 exemplaires de bulletin Semestriel Epidémiologique au niveau départemental	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Bordereau de diffusion	Х	X	х	-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Former les agents de santé en service dans les structures sanitaires publiques et privées du Bénin sur la Surveillance Intégrée des Maladies et Riposte (SIMR)	Former 34 Responsables de Centres de Surveillances Epidémiologiques des zones sanitaires en une session de 5 jours sur la SIMR	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de formation	х			13 945 000
Former les agents de santé en service dans les structures sanitaires publiques et privées du Bénin sur la Surveillance Intégrée des Maladies et Riposte (SIMR)	Former 40 chargés de la Surveillance Epidémiologique des hôpitaux de zones, CHD et CHU en une session de 5 jours sur la SIMR	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de formation	х			15 430 000
Former les agents de santé en service dans les structures sanitaires publiques et privées du Bénin sur la Surveillance Intégrée des Maladies et Riposte (SIMR)	Former 100 Epidémiologistes de terrain (FETP) en 3 sessions de 5 jours sur la SIMR	Moyen	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de formation	х			39 333 000
Former les agents de santé en service dans les structures sanitaires publiques et privées du	Former 1792 agents de santé des structures sanitaires publiques en 59 sessions de 5 jours sur la SIMR	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de	Rapport de formation	х	х	х	479 700 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Bénin sur la Surveillance Intégrée des Maladies et Riposte (SIMR)			l'Elevage					
Former les agents de santé en service dans les structures sanitaires publiques et privées du Bénin sur la Surveillance Intégrée des Maladies et Riposte (SIMR)	Former 210 agents de santé des structures sanitaires privés en 7 sessions de 5 jours sur la SIMR	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport de formation	х	х	х	42 720 000
								1 180 428 000

Domaine technique 10_Notification

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 10.1 Système efficace de notification à l'OMS, à la FAO et à l'OIE

Objectif de l'indicateur EEC Un système efficace de notification à l'OMS, à la FAO et à l'OIE existe et est fonctionnel

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place un mécanisme formel permettant au point focal national RSI et au point de contact OIE d'échanger des informations (RPFN) et de notifier une USSPI.	Installer officiellement par une réunion de 1 jour regroupant 30 participants y compris les Ministres, tous de Cotonou le PFNRSI2005, la plateforme "one health" et le comité multisectoriel d'évaluation	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Rapport d'activité	х			2 225 000
Mettre en place un mécanisme formel permettant au point focal national RSI et au point de contact OIE d'échanger des informations (RPFN) et de notifier une USSPI.	Prendre un acte administratif pour mettre en place les différents comités multisectoriels pour évaluer des évènements potentiels à des fins de notification	Elevé	Ministères en charge de la santé et en charge de l'Elevage	Acte administratif	Х			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place un mécanisme formel permettant au point focal national RSI et au point de contact OIE d'échanger des informations (RPFN) et de notifier une USSPI.	Former le PFNRSI et 10 autres cadres en 2 jours sur les différents outils d'évaluation et de notification des USPPI	Elevé	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Rapport d'activité	X			3 570 000
Mettre en place un mécanisme formel permettant au point focal national RSI et au point de contact OIE d'échanger des informations (RPFN) et de notifier une USSPI.	Doter chaque PF sectoriel d'un équipement nécessaire pour le fonctionnement (ordinateur),	Elevé	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Bordereau de livraison	Х			2 000 000
Mettre en place un mécanisme formel permettant au point focal national RSI et au point de contact OIE d'échanger des informations (RPFN) et de notifier une USSPI.	Doter chaque PF sectoriel d'un équipement nécessaire pour le fonctionnement (crédit de connexion, corporate) pour permettre la communication entre les points Focaux, l'accès aux différentes formations)	Elevé	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Bordereau de livraison	Х	х	х	2 520 000
Mettre en place un	Organiser un exercice de	Elevé	Ministères en	Rapport d'activité	Х	Х	х	11 916 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
mécanisme formel permettant au point focal national RSI et au point de contact OIE d'échanger des informations (RPFN) et de notifier une USSPI.	simulation sur table intégré prenant en compte la notification d'une USSPI d'épidémie, simulation de catastrophes naturels par un groupe de 12 cadres pendant 3 jours (y compris facilitateurs)		charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement					
								22 231 000

Domaine technique 10_Notification

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 10.2 Réseau et protocoles de notification dans le pays

Objectif de l'indicateur EEC Réseau et protocoles de notification dans le pays sont disponibles

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer des procédures opératoires normalisées pour l'approbation et la notification pour toute urgence de santé publique de portée internationale potentielle à l'OMS et à l'OIE, (DNSP, DE)	Elaborer, tester et valider des procédures opérationnelles standardisées pour l'approbation et la notification d'une urgence de santé publique potentielle à l'OMS et à l'OIE par un atelier de 3 jours regroupant 10 cadres non résidants	Elevé	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Rapport d'activité	X			3 039 000
								3 039 000

Domaine technique 11_Développement des ressources humaines

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 11.1 Des ressources humaines sont disponibles pour assurer les principales capacités requises au titre du RSI

Objectif de l'indicateur EEC Des ressources humaines sont disponibles pour assurer les principales capacités requises au titre du RSI

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Former des spécialistes pluridisciplinaires par département (virologues, Infectiologues, Epidémiologistes, Psychologues etc.)	Octroyer des bourses de formation des profils suivants : (1 : virologue ; 6 : Infectiologues ; 9 Epidémiologistes de terrain niveau avancé, Psychologue, Sociologue)	Elevé	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Acte administratif	X	x	х	240 000 000
Former des spécialistes pluridisciplinaires par département (virologues, Infectiologues, Epidémiologistes, psychologues etc.)	Diffuser l'opportunité de recrutement 32 techniciens de laboratoire niveau Master et 32 techniciens niveau licence	Elevé	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Avis de recrutement	X			500 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place une base de données des ressources humaines par type de qualification des domaines du RSI pour le déploiement à l'extérieur du pays lors de la gestion d'une USPPI en cas de besoin	Organiser à Bohicon un atelier pluridisciplinaire d'identification et de conception d'une base de données sur les différents profils de ressources humaines mobilisable	Elevé	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Rapport de l'atelier	х			14 773 000
Concevoir une procédure de mobilisation des ressources humaines complémentaires extérieures vers le pays en cas d'une Urgence de Santé Publique et si besoin	Organiser à Bohicon, un atelier pluridisciplinaire de conception des procédures de mobilisation des ressources humaines extérieures vers le pays	Elevé	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Rapport de l'atelier	х			14 773 000
								270 046 000

Domaine technique 11_Développement des ressources humaines

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 11.2 Un programme de formation en épidémiologie appliquée est en place

Objectif de l'indicateur EEC Un programme de formation en épidémiologie appliquée est en place

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place un programme de formation en épidémiologie de terrain de niveau intermédiaire pour la formation de trente-quatre (34) participants.	Organiser une concertation entre les écoles de formation (IRSP, ENATSE), la DNSP et la coordination du programme FETP pour définir les profils des participants et le contenu de la formation pour le niveau intermédiaire; Atelier avec 20pps 2jrs Bohicon	Moyen	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Rapport d'activité	X			3 390 000
Mettre en place un programme de formation en épidémiologie de terrain de niveau intermédiaire pour la formation de trente-quatre (34) participants.	Adresser une requête aux PTF (CDC, OMS)	Faible	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement		X	х		-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place un programme de formation en épidémiologie de terrain de niveau intermédiaire pour la formation de trente-quatre (34) participants.	Formation des 34 participants : ateliers de formation, formation sur le terrain, suivi des supervisons, etc.	Moyen	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Rapport de formation	X			199 000 000
Plaider pour l'introduction au niveau de l'ENATSE et de l'IRSP des modules de FETP pour pérenniser la formation au niveau national	Organiser un atelier de concertation pour l'introduction du programme FETP à l'ENATSE et à l'IRSP de 5 jours pour 30 participants	Moyen	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Rapport d'activité	X			10 495 000
								212 885 000

Domaine technique 11_Développement des ressources humaines

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 11.3 Stratégie pour les personnels

Objectif de l'indicateur EEC Une stratégie de motivation pour les personnels est en place

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place un mécanisme de motivation des agents impliqués des opérations de réponses aux urgences de santé publique	Mettre en place une cellule (composée de cadres avertis et expérimentés) en charge de la sécurité (Physique et sanitaire) des agents impliqués dans la riposte aux urgences de santé publique	Elevé	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Acte administratif	X			-
Mettre en place un mécanisme de motivation des agents impliqués des opérations de réponses aux urgences de santé publique	Mettre en place un mécanisme de briefing pré déploiement sur la sécurité physique et sanitaire des agents impliqués dans la gestion des urgences de santé publique	Elevé	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Acte administratif	X			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place un mécanisme de motivation des agents impliqués des opérations de réponses aux urgences de santé publique	Faire le suivi de la sécurité des agents impliqués dans la gestion des urgences de santé publique lors des événements ; 8 superviseurs 12 départements 3 jours	Elevé	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Rapport de suivi	X	x	х	21 600 000
Mettre en place un mécanisme de motivation des agents impliqués des opérations de réponses aux urgences de santé publique	Déterminer une prise en charge financière attrayante pour la mobilisation des agents retenus pour la réponse à une urgence de santé publique	Elevé	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Acte administratif	х	х	х	20 000 000
Mettre en place un mécanisme de motivation des agents impliqués des opérations de réponses aux urgences de santé publique	Faire des propositions à la hiérarchie pour une distinction des agents méritants après la gestion d'une urgence de santé publique	Elevé	Ministères en charge de la santé, en charge de l'Elevage et en charge de l'environnement	Acte administratif	х	х	х	4 000 000
								45 600 000

Domaine technique 12_Préparation

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 12.1 Un plan national multi dangers de préparation et d'action en cas d'urgence de santé publique existe et est appliqué

Objectif de l'indicateur EEC Des procédures et des plans ou une stratégie sont en place pour réaffecter ou mobiliser des ressources aux niveaux national et intermédiaire afin d'appuyer l'action au niveau local

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un plan national multirisque multisectoriel de préparation et d'action en cas d'urgence de santé publique pour assurer les principales capacités requises au titre du RSI	Organiser un atelier (50 personnes pendant 5 jours) pour élaborer le plan national multirisque	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport de l'atelier	х			17 275 000
Elaborer un plan national multirisque multisectoriel de préparation et d'action en cas d'urgence de santé publique pour assurer les principales capacités requises au titre du RSI	Organiser un atelier (03 jours avec 60 participants) pour la validation du plan multirisque	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport de l'atelier	X			13 555 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un plan national multirisque multisectoriel de préparation et d'action en cas d'urgence de santé publique pour assurer les principales capacités requises au titre du RSI	Imprimer et disséminer le plan multirisque	Elevé	Ministères en charge de la santé	Bordereau de diffusion	X			750 000
Elaborer un plan national multirisque multisectoriel de préparation et d'action en cas d'urgence de santé publique pour assurer les principales capacités requises au titre du RSI	Réaliser des exercices de simulation en vue de tester les différents plans et dispositif mis en place	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			-
Elaborer un plan national multirisque multisectoriel de préparation et d'action en cas d'urgence de santé publique pour assurer les principales capacités requises au titre du RSI	Identifier et renforcer tous les cadres de collaborations existant pour la gestion des urgences	Elevé	Ministères en charge de la santé		X			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un plan national multirisque multisectoriel de préparation et d'action en cas d'urgence de santé publique pour assurer les principales capacités requises au titre du RSI	Créer et rendre fonctionnel six (06) CTE au plan National	Moyen	Ministères en charge de la santé		x	x	х	3 000 000 000
Elaborer un plan national multirisque multisectoriel de préparation et d'action en cas d'urgence de santé publique pour assurer les principales capacités requises au titre du RSI	Organiser le renforcement des capacités des équipes d'interventions rapides installées à tous les niveaux de la pyramide sanitaire y compris le niveau communautaire; formation de 29 équipes rapides de 10pps en atelier de 8jrs	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	x	х		178 810 000
Elaborer un plan de gestion logistique et de distribution des ressources nationales (ressources humaines, matérielles et financières) sur la base de l'évaluation	Organiser d'un atelier de 30 personnes (05 jours) pour l'élaboration d'un plan de gestion logistique	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	X			10 495 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un plan de gestion logistique et de distribution des ressources nationales (ressources humaines, matérielles et financières) sur la base de l'évaluation	Organiser un atelier (02 jours) avec 50 participants pour validation du plan	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	X			8 500 000
Elaborer un plan de gestion logistique et de distribution des ressources nationales (ressources humaines, matérielles et financières) sur la base de l'évaluation	Imprimer et disséminer le plan de gestion logistique	Elevé	Ministères en charge de la santé	Bordereau de livraison	х			750 000
Former les membres de la PNRR-ACC, l'ANPC, les préfets sur le RSI	Organiser un atelier de formation à l'intention de 50 personnes (03 jours)	Faible	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			11 425 000
Former les responsables de la lutte contre les épidémies sur la gestion des crises sanitaires à tous niveaux.	Organiser six sessions (de 30 personnes) de formation sur la gestion des crises sanitaires	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	x	х		62 970 000
								3 304 530 000

Domaine technique 12_Préparation

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 12.2 Les risques et les ressources de santé publique prioritaires sont cartographiés et exploités

Objectif de l'indicateur EEC Les ressources nationales ont été cartographiées (ressources logistiques, experts, ressources financières, etc.) pour les dangers relevant du RSI et les risques prioritaires, et un plan de gestion et de distribution des réserves nationales est en place

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Actualiser, de façon périodique, la cartographie de tous les risques en collaboration avec les organes de mise en œuvre de l'INC	Organiser un atelier de 50 personnes pendant 3 jours pour l'actualisation de la cartographie des risques	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	X	х	X	34 275 000
Actualiser, de façon périodique, la cartographie de tous les risques en collaboration avec les organes de mise en œuvre de l'INC	Acquérir un Logiciel pour faciliter la cartographie des risques en se basant sur les expériences acquises dans le domaine au Ministère en charge de l'environnement et l'Agence Nationale de Protection Civile	Moyen	Ministères en charge de l'intérieur (ANPC)		X			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place une base de données rationnelle et spatiale de prévention et de gestion des urgences sanitaires	Recruter un consultant pour concevoir la base de données rationnelle et spatiale de prévention et de gestion des urgences sanitaires	Moyen	Ministères en charge de la santé	Contrat	X			20 000 000
Mettre en place une base de données rationnelle et spatiale de prévention et de gestion des urgences sanitaires	Actualiser régulièrement la base de données rationnelle et spatiale de prévention et de gestion des urgences sanitaires	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	x	х	х	-
Réaliser un inventaire complet des ressources nécessaires pour la gestion des risques sanitaires en relation avec les autres acteurs	Réaliser un inventaire complet des ressources nécessaires pour la gestion des risques sanitaires en relation avec les autres acteurs	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	X	х	х	17 100 000
								71 375 000

Domaine technique 13_Opérations de riposte aux situations d'urgence

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 13.1 Capacité à activer des interventions d'urgence

Objectif de l'indicateur EEC Ressources humaines formées, engagées et mobilisables rapidement pour les opérations de riposte aux situations d'urgence sont disponibles

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Créer et rendre fonctionnel le COUS	Nommer le point Focal COUS	Elevé	Ministères en charge de la santé	Acte administratif	x			-
Rendre fonctionnel le COUS	Faire un plaidoyer auprès du gouvernement pour mettre à disposition des ressources humaines spécifiques du COUS	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			-
Rendre fonctionnel le COUS	Organiser un atelier trois jours de formation à Cotonou pour dix agents du staff du COUS en gestion des urgences	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			1 605 000
Rendre fonctionnel le COUS	Organiser un atelier trois jours de formation à Cotonou pour dix agents du staff du COUS (Recruter un consultant	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			3 410 976

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
	international pour mener la formation)							
Rendre fonctionnel le COUS	Former le personnel du COUS et les points focaux des autres ministères en Mode opératoire normalisé pour la gestion des urgences (30 personnes au niveau national 2 jours en région)	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	X			5 140 000
Doter les Centre de traitement d'ambulances spécialisées et personnel spécialisé	Acquérir de 12 ambulances médicalisées	Elevé	Ministères en charge de la santé	PV de réception	x			660 000 000
Doter les Centre de traitement d'ambulances spécialisées et personnel spécialisé	Assurer la formation de 24 ambulanciers sur les lignes directives de transport des cas ; 2 jours en région	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			5 260 000
Former le personnel des points d'entrées sur les différentes procédures de détection, de prise en charge et de la référence des cas des urgences vers les centres de	Organiser 3 Ateliers de formation (3 jours de 50 personnes chacun avec 5 formateurs)	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	X			37 230 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
référence								
								712 645 976

Domaine technique 13_Opérations de riposte aux situations d'urgence

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 13.2 Procédures et plans opérationnels du centre d'opérations d'urgence

Objectif de l'indicateur EEC Les plans et procédures opérationnelles standardisés du centre d'opérations d'urgence sont en place

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Institutionnaliser le COUS	Mettre en place le cadre juridique du COUS	Elevé	Ministères en charge de la santé	Acte administratif	х			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Institutionnaliser le COUS	Organiser à Cotonou une rencontre de deux jours à l'intention de dix personnes pour faire la description de poste des personnels du COUS	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			720 000
Institutionnaliser le COUS	Organiser un atelier (05 jours pour trente participants) pour l'élaboration du manuel de procédures (y compris les POS sur l'activation et le déploiement des Equipes Médicales d'Urgence).	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			12 220 000
Institutionnaliser le COUS	Organiser un atelier (03 jours à Ouidah avec 50 participants) pour la validation du manuel de procédures (y compris les POS sur l'activation et le déploiement des Equipes Médicales d'Urgence).	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			11 425 000
Institutionnaliser le COUS	Imprimer le manuel de procédures	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			250 000
Institutionnaliser le COUS	Construire le bâtiment abritant le	Elevé	Ministères en charge de la	Rapport d'activité	Х			500 000 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité		Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
	COUS		santé					
								524 615 000

Domaine technique 13_Opérations de riposte aux situations d'urgence

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 13.3 Procédures de prise en charge des cas appliquées pour les dangers relevant du RSI

Objectif de l'indicateur EEC Les procédures de prise en charge des cas appliquées pour les dangers relevant du RSI sont en place

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place un fonds spécial pour le COUS	Organiser un plaidoyer au niveau du gouvernement et de l'assemblée nationale en faveur du COUS (45 personnes en 01 jour)	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	X			14 625 000
Elaborer un plan d'intervention d'urgence	Organiser un atelier 05 jours avec 50 personnes) pour l'élaboration du plan d'intervention d'urgence	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			17 275 000
Elaborer un plan d'intervention d'urgence	Organiser un atelier de trois jours à grand-Popo à l'intention de 50 participants pour valider le plan.	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	X			11 425 000
Elaborer un plan d'intervention d'urgence	Imprimer le plan et diffuser vulgariser	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	Х			750 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre à jour les procédures opérationnelles standardisées pour la prise en charge des urgences	Organiser un atelier (03 jours avec 50 personnes) pour mettre à jour les procédures opérationnelles standardisées pour la prise en charge des urgences pour une coordination multisectorielle ; envers le personnel des départements et hôpitaux, frontières, et	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	X			11 425 000
Elaborer les procédures opérationnelles standardisées pour la prise en charge des urgences	Organiser un atelier (02 jours avec 60 participants) pour valider les procédures.	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			9 970 000
Mettre en place un système de gestion des données sur la prise en charge des crises sanitaires	Prendre un consultant national pour 10jrs pour concevoir un logiciel de gestion des données	Moyen	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			1 250 000
Mettre en place un système de gestion des données sur la prise en charge des crises sanitaires	Imprimer les lignes directrices	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			750 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place un système de gestion des données sur la prise en charge des crises sanitaires	Vulgariser les lignes directrices	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	X			-
								67 470 000

Domaine technique 13_Opérations de riposte aux situations d'urgence

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 13.4 Programme d'interventions d'urgence

Objectif de l'indicateur EEC Une intervention d'urgence coordonnée ou un exercice dans un délai de 120 minutes à compter de l'identification d'une urgence de santé publique est possible

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Organiser chaque année deux exercices de simulation sur table	Organiser quatre réunions préparatoires de deux jours avec 30 participants un exercice de simulation sur table	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х	X	х	28 120 000
Organiser chaque année deux exercices de simulation sur table	Réaliser deux exercices de simulation par an (2 jours avec 80 personnes)	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х	х	Х	80 160 000
Organiser tous les deux ans un exercice de simulation grandeur nature	Organiser deux réunions préparatoires de trois jours à l'intention des parties prenantes à l'exercice avec 40 personnes	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х		х	28 120 000
Organiser tous les deux ans un exercice de simulation grandeur nature	Organiser une étude de terrain (équipe de 4 personnes en 3 jours)	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х		х	1 200 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Organiser tous les deux ans un exercice de simulation grandeur nature	Organiser un débriefing de deux jours pour chaque exercice de simulation à l'intention de 80 acteurs	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	X		x	27 020 000
								164 620 000

Domaine technique 14_Liens entre les autorités en charge de la santé publique et de la sécurité

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 14.1 Les Autorités de la santé publique et celles chargées de la sécurité (les services chargés de faire appliquer la loi, le contrôle aux frontières et les douanes) sont en liaison lors d'un événement biologique suspecté ou confirmé

Objectif de l'indicateur EEC Une action ou un exercice d'intervention d'urgence pour la santé publique impliquant les autorités chargées de la sécurité est menée chaque année

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un mémorandum d'accord ou autre entente (protocole) entre le secteur de la santé publique et les autorités chargées de la sécurité dans le pays	Faire une revue documentaire et rédiger l'avant-projet de mémorandum	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	x			-
Elaborer un mémorandum d'accord ou autre entente (protocole) entre le secteur de la santé publique et les autorités chargées de la sécurité dans le pays	Organiser un atelier (1 jour avec 50 participants) pour la validation du mémorandum	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	X			5 575 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un mémorandum d'accord ou autre entente (protocole) entre le secteur de la santé publique et les autorités chargées de la sécurité dans le pays	Soumettre le mémorandum pour signature en Conseil des Ministres	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			-
Mettre en œuvre les dispositions règlementaires et légales pour la gestion des cas d'urgence sanitaires	Organiser quatre séances de sensibilisation et de formation (2 jours de 80 personnes) à l'endroit des autorités de santé humaine et animale et de sécurité sur les dispositions règlementaires et légales pour la gestion des cas d'urgence sanitaires	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х	х		59 500 000
								65 075 000

Domaine technique 15_Moyens médicaux et déploiement du personnel

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 15.1 Système en place pour l'envoi et la réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique

Objectif de l'indicateur EEC Des plans ont été préparés pour la mise en place d'un système pour l'envoi et la réception de moyens médicaux lors d'une urgence de santé publique

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer et vulgariser un plan de préparation pour le déploiement des moyens médicaux et du personnel pour faire face à une éventuelle épidémie/pandémie	Organiser un atelier de cinq jours à Ouidah à l'intention de 50 participants pour élaborer le plan	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			17 275 000
Elaborer et vulgariser un plan de préparation pour le déploiement des moyens médicaux et du personnel pour faire face à une éventuelle épidémie/pandémie	Organiser un atelier de deux jours à l'intention de 50 personnes pour valider le plan	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			9 000 000
Elaborer et vulgariser un plan de préparation pour	Imprimer et diffuser le plan de préparation pour le déploiement	Elevé	Ministères en charge de la	PV de réception	х			750 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
le déploiement des moyens médicaux et du personnel pour faire face à une éventuelle épidémie/pandémie	des moyens médicaux		santé					
Mettre à disposition des ressources humaines qualifiées et renforcer les moyens médicaux	Faire un plaidoyer à l'endroit du gouvernement pour obtenir du personnel qualifié	Elevé	Ministères en charge de la santé	Rapport d'activité	х			-
Mettre à disposition des ressources humaines qualifiées et renforcer les moyens médicaux	Etablir et mettre à jour la liste des experts nationaux	Moyen	Ministères en charge de la santé	Liste des Experts	х			-
Mettre à disposition des ressources humaines qualifiées et renforcer les moyens médicaux	Elaborer une cartographie de besoin ; visite de départements (Equipe de 4 personnes en 15 jours)	Elevé	Ministères en charge de la santé	Liste des besoins	х			3 000 000
Mettre à disposition des ressources humaines qualifiées et renforcer les moyens médicaux	Mettre en place d'un fond pour l'acquisition et la gestion des entrants médicaux	Elevé	Ministères en charge de la santé	Compte ou ligne budgétaire disponible	х	х	х	2 000 000 000
								2 030 025 000

Domaine technique 15_Moyens médicaux et déploiement du personnel

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 15.2 Système en place pour l'envoi et la réception de personnels de santé lors d'une urgence de santé publique

Objectif de l'indicateur EEC Au moins une action OU un exercice de simulation, au cours desquels des personnels de santé ont été envoyés ou reçus par le pays, ont été réalisés

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Ratifier les textes réglementaires dans le domaine de redéploiement des moyens médicaux et de personnel	Rédiger les textes réglementaires dans le domaine de redéploiement des moyens médicaux et de personnel	Elevé	Ministères en charge de la santé	Textes disponible	X			-
Ratifier les textes réglementaires dans le domaine de redéploiement des moyens médicaux et de personnel	Organiser à Ouidah un atelier de deux jours pour 30 personnes pour valider les textes	Elevé	Ministères en charge de la santé	Textes disponible	х			5 140 000
Organiser un exercice de simulation sur table du plan de préparation de déploiement des moyens	Organiser à Cotonou une séance préparatoire de deux jours à l'intention des 10 facilitateurs	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	х			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
médicaux pour faire face à une éventuelle épidémie/Pandémie								
Renforcer la capacité de communication des relais communautaires, de leader d'opinions et des tradipraticiens sur les risques sanitaires et sur la gestion des urgences	Former des formateurs des 12 départements et 34 zones sanitaires ; (51 participants, 2 jours en région)	Faible	Ministères en charge de la santé et Ministère en charge de la communication	Rapport d'activité	х			8 647 000
Renforcer la capacité de communication des relais communautaires, de leader d'opinions et des tradipraticiens sur les risques sanitaires et sur la gestion des urgences	Organiser une formation de deux jours à l'endroit de 5300 relais communautaires (566 arrondissements soit 190 ateliers, 28 participants par formation en région)	Faible	Ministères en charge de la santé et Ministère en charge de la communication	Rapport d'activité	х			181 260 000
Réaliser une enquête CAP auprès des publics cibles sur leur perception sur les risques sanitaires.	Organiser une enquête CAP à l'échelle nationale sur la perception des risques sanitaires.	Faible	Ministères en charge de la santé et Ministère en charge de la communication	Rapport d'activité	х			60 000 000
								255 047 000

Domaine technique 16_Communication des risques

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 16.1 Systèmes de communication sur les risques (plans, mécanismes...)

Objectif de l'indicateur EEC Un système national opérationnel est en place permettant une intensification des activités

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer un plan intégré de communication sur les risques avec procédures opérationnelles	Organiser un atelier de cinq jours pour élaborer le premier draft avec 50 participants	Elevé	Ministères en charge de la santé et Ministère en charge de la communication	Document de Plan intégré de Communication des risques	х			17 275 000
Elaborer un plan intégré de communication sur les risques avec procédures opérationnelles	Organiser un atelier de trois jours (50 participants) pour valider le plan	Elevé	Ministères en charge de la santé et Ministère en charge de la communication	Document de Plan intégré de Communication des risques	х			11 425 000
Elaborer un plan intégré de communication sur les risques avec procédures opérationnelles	Vulgariser le plan intégré de communication sur les risques	Elevé	Ministères en charge de la santé et Ministère en charge de la communication	Document de Plan intégré de Communication des risques	х			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Créer et renforcer les capacités d'une unité de communication sur les risques à tous les niveaux du système de santé	Former les membres des unités des 22 ministères sectoriels pendant deux jours à Cotonou ; 60 participants	Moyen	Ministères en charge de la santé et Ministère en charge de la communication	Rapport d'activité	x			1 570 000
Renforcer les capacités des Unités de communication sur les risques dans les Ministères sectoriels chargés de la gestion des urgences	Former 3 membres de chaque unité des 22 ministères sectoriels pendant 2 jours à Cotonou sur la communication en situation des urgences	Moyen	Ministères en charge de la santé et Ministère en charge de la communication	Rapport d'activité	Х	x		2 128 000
4.90.1000								32 398 000

Domaine technique 16_Communication des risques

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 16.2 Communication et coordination internes avec les partenaires

Objectif de l'indicateur EEC II existe un mécanisme de coordination efficace et régulière de la communication avec tous les partenaires

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Former les responsables sur la gestion de la communication en situation de crise	Organiser à Bohicon quatre sessions de formation de 25 autorités du ministère de la santé et de l'ANPC pendant 5 jours sur la communication en situation de crises	Moyen	Ministères en charge de la santé et Ministère en charge de la communication	Rapport d'activité	х	х		41 980 000
Rendre plus active la plateforme Nationale de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique	Organiser mensuellement une émission Radio diffusée et télévisée sur les urgences de santé publiques	Moyen	Ministères en charge de la santé et Ministère en charge de la communication	Rapport d'activité	х	х	х	9 000 000
								50 980 000

Domaine technique 16_Communication des risques

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 16.3 Communication publique

Objectif de l'indicateur EEC La communication est planifiée, les médias et médias sociaux sont exploités pendant une situation d'urgence

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Former des experts nationaux au niveau départemental et zones sanitaires dans le domaine de la communication pour la gestion des risques	Organiser quatre sessions de formation de vingt agents pendant cinq jours	Elevé	Ministères en charge de la santé et Ministère en charge de la communication	Rapport d'activité	х			38 060 000
								38 060 000

Domaine technique 16_Communication des risques

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection précoce et de réponse prompte et appropriée aux urgences de santé publique

Indicateurs EEC 16.4 Communication pour faire participer les communautés touchées

Objectif de l'indicateur EEC Des séances d'information régulières sont organisées, ainsi que des formations, pour la mobilisation sociale et la participation de la communauté

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Renforcer la capacité de communication des relais communautaires, de leader d'opinions et des tradipraticiens sur les risques sanitaires et sur la gestion des urgences	Organiser une séance préparatoire de deux jours pour la formation des relais communautaires ; 7pps niveau central	Elevé	Ministères en charge de la santé et Ministère en charge de la communication	Rapport d'activité	х			-
								-

Domaine technique 17_Points d'entrée

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection et de gestion des évènements de santé publique aux Points d'entrée ainsi que la gestion des menaces d'origine chimique et radionucléaire sur tout le territoire béninois

Indicateurs EEC 17.1 Capacités de routine présentes aux points d'entrée

Objectif de l'indicateur EEC Un programme d'inspection pour assurer l'hygiène des services aux points d'entrée est en place et fonctionnel. Un programme fonctionnel pour lutter contre les vecteurs et les réservoirs aux points d'entrée et à proximité de ceux-ci est en place

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Construire les locaux adéquats pour abriter les services médicaux au port, à l'aéroport et au niveau de 4 points d'entrée terrestres.	Construire les locaux adéquats pour abriter les services médicaux au port, à l'aéroport et au niveau de 4 points d'entrée terrestres.	Moyen	Ministère en charge de la santé	PV de réception	x	х	х	750 000 000
Equiper les locaux selon les normes en équipements médicaux, consommables et bureautiques	Equiper les locaux selon les normes en équipements médicaux, consommables et bureautiques	Moyen	Ministère en charge de la santé	Bordereau de livraison	х	х	х	50 000 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Acquérir des équipements de lavage de mains avec points d'eau (100), du matériel de protection (2000), thermo-flash (200) et des consommables pour les points d'entrée désignés	Acquérir des équipements de lavage de mains avec points d'eau (100), du matériel de protection (2000), thermo-flash (200) et des consommables pour les points d'entrée désignés	Moyen	Ministère en charge de la santé	Bordereau de livraison	X	X	х	85 000 000
Réaliser semestriellement un exercice de simulation au profit des agents des points d'entrée	Organiser semestriellement un exercice de simulation sur table en 3 sessions de 33 participants pour 2 jours	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	х	х	х	17 913 000
Réaliser semestriellement un exercice de simulation au profit des agents des points d'entrée	Organiser annuellement une journée d'exercice de simulation fonctionnel au profit des agents exerçant aux points d'entrée	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	х	х	х	17 154 000
Assurer la formation des différents acteurs aux points d'entrées sur la mise en œuvre du RSI	Elaborer les modules de formation sur les exigences du RSI aux points d'entrée (01 session de 5 jours pour 15 participants)	Moyen	Ministère en charge de la santé	Document de modules de formation sur les exigences du RSI aux points d'entrée	х			5 935 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Assurer la formation des différents acteurs aux points d'entrées sur la mise en œuvre du RSI	Organiser annuellement une formation des différents acteurs aux points d'entrées sur la mise en œuvre du RSI (3 sessions de 33 participants pour 4 jours)	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	х	х	х	28 653 000
Former les agents de santé en service aux points d'entrées sur la Surveillance Intégrée des Maladies et Riposte (SIMR)	Former 105 agents des Postes de Surveillance Sanitaire des points d'entrées (3 sessions de 5 jours sur la SIMR chaque 2 ans)	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	х		х	306 624 000
Doter les structures sanitaires abritant les postes de surveillance sanitaire des frontières des ressources humaines qualifiées (infirmiers et techniciens d'hygiène et assainissement)	Réviser l'arrêté portant création des points d'entrée en prenant en compte l'entité centre de santé avec personnel suffisant qui administre et tiennent le point d'entrée (comité de 10 personnes, 5 jours)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Arrêté portant création des points d'entrée révisé	х			-
Doter les structures sanitaires abritant les postes de surveillance sanitaire des frontières des	Former les médecins chef et médecins coordonnateur sur le RSI (40 personnes pendant 4 jours en 3 sessions : nord,	Faible	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	х			42 684 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
ressources humaines qualifiées (infirmiers et techniciens d'hygiène et assainissement)	centre, sud)							
Organiser semestriellement des réunions de coordination transfrontalière avec les pays voisins	Organiser semestriellement des réunions de coordination transfrontalières avec les pays voisins	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	х	х	х	74 000 000
Développer et distribuer du matériel de communication de changement de comportement (affiches, brochures, flipbook, kakemonos, etc.) pour la sensibilisation aux points d'entrée	Organiser un atelier pour la conception des messages de communication sur les maladies ou évènement de santé publique prioritaire. (35 personnes pendant 5 jours)	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	х			8 750 000
Développer et distribuer du matériel de communication de changement de comportement (affiches, brochures, flipbook, kakemonos, etc.) pour la sensibilisation aux points	Editer et distribuer les messages au niveau des points d'entrée (10 000 affiches, 40 kakemonos)	Elevé	Ministère en charge de la santé	PV de réception	х			26 000 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
d'entrée								
Actualiser et compléter l'arsenal juridiques pertinents visant à faciliter la mise en œuvre du RSI aux points d'entrée désignés	Rédiger un acte juridique encadrant le voyage des passagers suspects MPE et un Acte juridique encadrant le transport de marchandises.	Elevé	Ministère en charge de la santé	Acte disponible	х	х		-
Organiser une réunion régionale pour échanger des informations concernant la mise en œuvre du SIMR et du RSI entre le Bénin et les pays limitrophes (Togo, Nigeria, Niger et Burkina) : 5 participants par pays + PTF Bénin en 3 jours	Tenir périodiquement une Réunion tournante entre pays limitrophes.	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité		х		9 250 000
Participer à des réunions régionales sur le partage d'informations et la coordination de la surveillance transfrontalières	Participer à des réunions régionales sur le partage d'informations et la coordination de la surveillance transfrontalières (5 personnes pendant 6 jours chaque année)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	х	х	х	80 000 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer pour chaque type de point d'entrée (port, aéroport et frontières terrestres) un programme de surveillance contre les vecteurs et réservoirs aux points d'entrée et dans les zones à proximité de ceux-ci	Elaborer pour chaque type de point d'entrée (port, aéroport et frontières terrestres) un programme de surveillance contre les vecteurs et réservoirs aux points d'entrée et dans les zones à proximité de ceux-ci (01 Consultant national pendant 20 jours,	Elevé	Ministère en charge de la santé	Document de programme de surveillance	х			33 575 000
								1 535 538 000

Domaine technique 17_Points d'entrée

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection et de gestion des évènements de santé publique aux Points d'entrée ainsi que la gestion des menaces d'origine chimique et radionucléaire sur tout le territoire béninois

Indicateurs EEC 17.2 Action de santé publique efficace aux points d'entrée

Objectif de l'indicateur EEC Un système d'orientation et de transport des voyageurs malades est en place pour les transférer en toute sécurité vers des services médicaux appropriés

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer et valider 6 plans d'intervention pour les urgences de santé publique pour chaque point d'entrée (port, aéroport, 4 terrestres);	Elaborer un plan d'intervention pour les urgences de santé publique pour 6 points d'entrée (10 réunions de rédaction par un comité de 12 personnes pour chaque plan (6 plans). Un jour par réunion).	Elevé	Ministère en charge de la santé	Document de plan d'intervention pour les urgences de santé publique	х			6 000 000
Elaborer et valider 6 plans d'intervention pour les urgences de santé publique pour chaque point d'entrée (port, aéroport, 4 terrestres);	Finaliser les plans : 10 jours pour un comité de 3 personnes pour finaliser le PIUSP x 5 plans	Elevé	Ministère en charge de la santé	Document de plan d'intervention pour les urgences de santé publique	x			7 500 000
Elaborer et valider 6 plans d'intervention pour les	Organiser 5 ateliers de 3 jours pour 50 participants pour valider	Elevé	Ministère en charge de la	Rapport d'activité	Х			37 500 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
urgences de santé publique pour chaque point d'entrée (port, aéroport, 4 terrestres);	chaque PIUSP		santé					
Organiser 2 exercices de simulation par an pour tester progressivement les différents domaines du plan d'intervention national pour les urgences de santé publique pour chaque point d'entrée ;	Organiser semestriellement (8 exercices) des exercices de simulation sur table en sessions de 33 participants pour 2 jours	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité		х		26 400 000
Organiser 2 exercices de simulation par an pour tester progressivement les différents domaines du plan d'intervention national pour les urgences de santé publique pour chaque point d'entrée ;	Organiser annuellement une journée d'exercice de simulation fonctionnel au profit des agents exerçant aux points d'entrée. 25 personnes pour 5 jours	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité		х		25 000 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Organiser une table ronde pour la mobilisation des ressources dans le cadre de l'exécution du plan d'intervention national pour les urgences de santé publique au point d'entrée;	Organiser une table ronde de 40 participants pour la mobilisation des ressources dans le cadre de l'exécution du plan d'intervention national pour les urgences de santé publique au point d'entrée en une session de 2 jours ;	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	x			4 000 000
Organiser un atelier d'actualisation des Procédures Opérationnelles Standardisées (POS) et de rédaction des POS manquantes pour les points d'entrée ;	Organiser un atelier de 5 jours pour 40 participants dans le cadre de l'actualisation des Procédures Opérationnelles Standardisées (POS) et de rédaction des POS manquantes pour les points d'entrée ;	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité		х		10 000 000
Former les agents en service aux points d'entrée sur les Procédures Opérationnelles Standardisées (POS)	Former (4 jours, 105 chargés de surveillance sanitaire aux points d'entrée) sur les Procédures Opérationnelles Standardisées (POS) en 3 sessions de 35 participants chaque année	Moyen	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	x	х	х	86 085 000
Réaliser la cartographie des mouvements et la connectivité de la	Former des acteurs nationaux : ateliers de 50 personnes en 4 jours.	Faible	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité		х		14 150 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
population à travers les frontières								
Réaliser la cartographie des mouvements et la connectivité de la population à travers les frontières	Procéder à la collecte de données par département (équipe de 20 personnes + 6 chauffeurs pendant 4 jours)	Faible	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité		х		62 400 000
Réaliser la cartographie des mouvements et la connectivité de la population à travers les frontières	Analyser des données, traçage des cartes : ateliers de 50 personnes pendant 4 jours	Faible	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité		х		-
Réaliser la cartographie des mouvements et la connectivité de la population à travers les frontières	Finaliser les cartes (05 consultants nationaux pendant 10 jours)	Faible	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité		х		8 500 000
Organiser 12 ateliers de diffusion des cartographies des flux migratoires (une session de 35 personnes par département pendant deux jours)	Organiser un atelier par département. (35 personnes pendant 2 jours. 5 facilitateurs)	Faible	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité		х		48 000 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Documenter et diffuser les résultats du pop cab	Editer et Multiplier 50 cartes A2 par département y compris 50 documents descriptifs de 40 pages pour chacun des 12 départements	Faible	Ministère en charge de la santé	PV de réception		x		24 000 000
								359 535 000

Domaine technique 18_Incidents chimiques

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection et de gestion des évènements de santé publique aux Points d'entrée ainsi que la gestion des menaces d'origine chimique et radionucléaire sur tout le territoire béninois

Indicateurs EEC 18.1 Mécanismes fonctionnels en place pour la détection et la riposte aux événements urgents d'origine chimique

Objectif de l'indicateur EEC Il existe des lignes directrices ou des manuels relatifs à la surveillance, à l'évaluation et à la gestion des événements d'origine chimique, des intoxications et des empoisonnements

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Renforcer les capacités du laboratoire de référence environnementale pour assurer la surveillance des évènements chimiques	Acquérir des équipements (Chromatographie liquide avec spectromètre de masse pour l'analyse des eaux et ICPMS NETIONS 2000) et consommables au profit du LSE,	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	PV de réception	x			30 000 000
Renforcer les capacités du laboratoire de référence environnementale pour assurer la surveillance des évènements chimiques	Former 3 techniciens du LES aux techniques de surveillance des évènements chimiques	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Rapport d'activité	Х			30 000 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place des procédures pour l'évaluation des risques dans le domaine de la surveillance/du contrôle des produits chimiques	Recruter un consultant national (15 jours) pour l'élaboration des manuels de procédures d'évaluation des risques dans le domaine de la surveillance et du contrôle des produits chimiques ;	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Contrat de recrutement	х			2 550 000
Mettre en place des procédures pour l'évaluation des risques dans le domaine de la surveillance/du contrôle des produits chimiques	Organiser un atelier de validation du document (03 jours regroupant 50 participants)	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Rapport d'activité	х			11 265 000
Mettre en place des procédures pour l'évaluation des risques dans le domaine de la surveillance/du contrôle des produits chimiques	Consacrer les décisions prises par un arrêté ministériel pour sa mise en œuvre	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Arrêté disponible	х			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Instaurer un mécanisme de coordination multisectorielle et interdisciplinaire en matière de sécurité chimique	Elaboration un mécanisme harmonisé de coordination multisectorielle et interdisciplinaire en matière de sécurité chimique par un groupe techniques 10 personnes (2 jours de travail/ semaine pendant 2 mois);	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Acte administratif	X			1 600 000
Instaurer un mécanisme de coordination multisectorielle et interdisciplinaire en matière de sécurité chimique	Organiser un atelier de validation du document de 2 jours regroupant 50 participants (tous non-résidents à Ouidah);	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Acte administratif	X			8 380 000
Instaurer un mécanisme de coordination multisectorielle et interdisciplinaire en matière de sécurité chimique	Prendre un acte administratif pour la mise en œuvre du mécanisme	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Acte administratif	X			
Mettre en place un système de surveillance des incidents d'origine chimique ainsi que des événements sanitaires	Recruter un consultant national pour une durée de 15 jours de travail pour l'élaboration d'un document comportant le système de surveillance des	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Contrat de recrutement	X			2 550 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
sentinelles susceptibles de signaler une exposition à des produits chimiques dangereux	incidents d'origine chimique et des événements sanitaires sentinelles ;							
Mettre en place un système de surveillance des incidents d'origine chimique ainsi que des événements sanitaires sentinelles susceptibles de signaler une exposition à des produits chimiques dangereux	Organiser un atelier de validation de 2 jours du document regroupant 50 participants (tous non-résidents) à Bohicon ;	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Rapport d'activité	х			8 380 000
Mettre en place un système de surveillance des incidents d'origine chimique ainsi que des événements sanitaires sentinelles susceptibles de signaler une exposition à des produits chimiques dangereux	Prendre un acte interministériel pour mettre en application le système ;	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Acte administratif	х			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place un système de surveillance des incidents d'origine chimique ainsi que des événements sanitaires sentinelles susceptibles de signaler une exposition à des produits chimiques dangereux	Former (2 jours, 50 participants) acteurs impliqués dans la mise en œuvre du système à Bohicon.	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Rapport d'activité	X			8 380 000
								103 105 000

Domaine technique 18_Incidents chimiques

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection et de gestion des évènements de santé publique aux Points d'entrée ainsi que la gestion des menaces d'origine chimique et radionucléaire sur tout le territoire béninois

Indicateurs EEC 18.2 Environnement favorable à la gestion d'événements d'origine chimique

Objectif de l'indicateur EEC II existe des politiques, des plans ou une législation au niveau national pour la surveillance, l'alerte et l'action en cas d'événement d'origine chimique

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Ratifier les Conventions 174 sur la prévention des accidents industriels majeurs et 170 sur la sécurité de l'utilisation de produits chimiques au travail de l'Organisation internationale du travail	Organiser une réunion d'information et d'appropriation du contenu avec les autres ministères sectoriels regroupant 40 personnes (dont 10 non- résidents) à Cotonou pour 2 jours ;	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Rapport d'activité	X			2 560 000
Ratifier les Conventions 174 sur la prévention des accidents industriels majeurs et 170 sur la sécurité de l'utilisation de produits chimiques au travail de l'Organisation	Elaborer et soumettre au conseil des ministres une communication portant ratification des conventions	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Communication pour le conseil des Ministres portant ratification des conventions	X			-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
internationale du travail								
Ratifier les Conventions 174 sur la prévention des accidents industriels majeurs et 170 sur la sécurité de l'utilisation de produits chimiques au travail de l'Organisation internationale du travail	Monter les dossiers et transmettre à l'Assemblée Nationale ;	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Communication pour le conseil des Ministres portant ratification des conventions	X			-
Ratifier les Conventions 174 sur la prévention des accidents industriels majeurs et 170 sur la sécurité de l'utilisation de produits chimiques au travail de l'Organisation internationale du travail	Organiser un atelier parlementaire de 2 jours à Cotonou pour le plaidoyer à la commission des lois	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Rapport d'activité	X			18 261 000
Créer une autorité, un institut ou un organisme ayant la responsabilité première des produits chimiques et de la surveillance et du contrôle de ces produits	Organiser les travaux du comité ad 'hoc de 10 participants de toutes les structures impliquées (2 jours de travail / semaine sur un mois) afin d'harmoniser les points de vue ; de définir les	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Rapport d'activité	X			820 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
	démarches à suivre pour aboutir à la création d'une autorité des produits chimiques							
Créer une autorité, un institut ou un organisme ayant la responsabilité première des produits chimiques et de la surveillance/du contrôle de ces produits	Elaborer un décret portant création de l'autorité et introduire une communication en conseil des Ministres	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Décret disponible	Х			-
Créer une base de données des produits chimiques disponibles à tout moment (par exemple INCHEM, INTOX, Pois index).	Recruter un consultant national (pour une durée de 15 jours) pour la conception et la mise place d'une base de données	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Contrat de recrutement	X			2 550 000
Créer une base de données des produits chimiques disponibles à tout moment (par exemple INCHEM, INTOX, Pois index).	Former 10 personnels chargés d'animer la base de données à Cotonou pendant 3 jours,	Elevé	Ministère en charge de l'environnement	Rapport d'activité	X			320 000
								24 511 000

Domaine technique 19_Situations d'urgence radiologique

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection et de gestion des évènements de santé publique aux Points d'entrée ainsi que la gestion des menaces d'origine chimique et radionucléaire sur tout le territoire béninois

Indicateurs EEC 19.1 Mécanismes fonctionnels en place pour la détection et la riposte aux situations d'urgence radiologique et nucléaire

Objectif de l'indicateur EEC Il existe des lignes directrices techniques ou des modes opératoires normalisés, évalués et à jour, pour la gestion des situations d'urgence radiologique

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place les mécanismes fonctionnels pour la détection et la riposte aux situations d'urgences radiologiques et nucléaires	Prendre un arrêté ministériel de nomination des membres du comité de riposte aux situations d'urgence radiologique ou nucléaire (CRSUR) par département	Elevé	Ministère en charge de la santé	Acte administratif	X			-
Mettre en place les mécanismes fonctionnels pour la déctection et la riposte aux situations d'urgences radiologiques et nucléaires	Etablir le registre national des sources de rayonnements ionisants et Recruter un Consultant national pour le recensement dans tous les départements pendant deux mois (60 jours).	Elevé	Ministère en charge de la santé	Registre disponible	X			7 500 000
								7 500 000

Domaine technique 19_Situations d'urgence radiologique

Objectif spécifique Accroitre la capacité de détection et de gestion des évènements de santé publique aux Points d'entrée ainsi que la gestion des menaces d'origine chimique et radionucléaire sur tout le territoire béninois

Indicateurs EEC 19.2 Environnement favorable à la gestion des situations d'urgence radiologique

Objectif de l'indicateur EEC Il existe un plan de riposte aux situations d'urgence radiologique et des politiques, des stratégies pour le transport national et international des matières et des échantillons radioactifs et la gestion des déchets radioactifs

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place un environnement favorable à la gestion des situations d'urgences radiologiques	Former les membres du CRSUR par département pour le renforcement de compétence nécessaire à la gestion des situations d'urgence radiologique et nucléaire (10 membres par CRSUR à Parakou, à Abomey et à Lokossa pour la formation ; 5 jours, 120 participants)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	X	x		44 508 000
Mettre en place un environnement favorable à la gestion des situations d'urgences radiologiques	Organiser 02 campagnes de sensibilisation de la population sur les risques radiologiques et nucléaires dans chaque département et 12 séances publiques	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité		x		4 950 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
	d'explication sur les sources de rayonnements ionisants (6 cadres / 03 jours)							
Mettre en place un environnement favorable à la gestion des situations d'urgences radiologiques	Doter les Comités CRSUR en équipements de détection, de mesure et de protection individuelle. Achat d'Equipements de détection et de mesure (radia mètres, dosimètres opérationnels, spectromètre portable	Elevé	Ministère en charge de la santé	PV de réception	X			-
Mettre en place un environnement favorable à la gestion des situations d'urgences radiologiques	Organiser des ateliers d'élaboration, de validation, et de vulgarisation d'un guide de surveillance pour des évènements radiologiques ou nucléaires significatifs. (30 cadres, 5 jours)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité		X		9 695 000
Mettre en place un environnement favorable à la gestion des situations d'urgences radiologiques	Vulgariser le guide de surveillance (50 cadres des ministères parties prenantes, Durée 1 jour)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité		x		2 225 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Mettre en place un environnement favorable à la gestion des situations d'urgences radiologiques	Elaborer des lignes directrices pour la gestion des situations d'urgence radiologique (Evaluation des risques, Communication des informations, confirmation, notification et investigations).	Elevé	Ministère en charge de la santé	Document de lignes directrices	X			1 875 000
Mettre en place un environnement favorable à la gestion des situations d'urgences radiologiques	Organiser un atelier de validation des modules avec 30 cadres des ministères parties prenantes. (Durée : 5 jours)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	Х			10 495 000
Mettre en place un environnement favorable à la gestion des situations d'urgences radiologiques	Imprimer et distribuer les documents	Elevé	Ministère en charge de la santé	Documents disponibles	X			750 000
Renforcer le cadre juridique institutionnel concernant la gestion des situations d'urgence radiologiques et nucléaires,	Nommer un Point Focal chargé de la coordination et de la communication sur les évènements relevant d'une urgence radiologique ou nucléaire	Elevé	Ministère en charge de la santé	Acte administratif		х		-

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Renforcer le cadre juridique institutionnel concernant la gestion des situations d'urgence radiologiques et nucléaires,	Elaborer les plans nationaux pour la détection, l'évaluation et la riposte aux situations d'urgence radiologique (01 Consultant national pour 15 jours d'élaboration des plans)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Documents de plans disponibles		X		1 875 000
Renforcer le cadre juridique institutionnel concernant la gestion des situations d'urgence radiologiques et nucléaires,	Tenir un atelier de validation des plans proposés (30 cadres Durée : 5 jours)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité		X		10 495 000
Renforcer le cadre juridique institutionnel concernant la gestion des situations d'urgence radiologiques et nucléaires,	Organiser un exercice de simulation sur table et un exercice fonctionnel des gestions d'une situation d'urgence radiologique (Nombre de participants : 30 ; Durée : 5 jours)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité			х	10 495 000
Renforcer le cadre juridique institutionnel concernant la gestion des situations d'urgence radiologiques et nucléaires,	Organiser un atelier de retour des expériences (REX) à Parakou et à Bohicon avec 50 participants. Durée : 2 jours.	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité			x	8 500 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer la législation et la réglementation appropriées en référence à la loi existante en vue de la surveillance des situations d'origine radiologiques	Elaborer les textes d'application de la loi 2017- 29 portant sûreté radiologique et sécurité nucléaire avec l'assistance de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), les valider, les disséminer (une session par an avec 15 participants)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Textes d'application de la loi 2017-29 portant sûreté radiologique et sécurité nucléaire	X	x		14 115 000
Elaborer la législation et la réglementation appropriées en référence à la loi existante en vue de la surveillance des situations d'origine radiologiques	Organiser un atelier de validation des documents avec 20 participants. Durée :3 jours	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité	X			4 715 000
Elaborer la législation et la réglementation appropriées en référence à la loi existante en vue de la surveillance des situations d'origine radiologiques	Imprimer les documents et les vulgariser	Elevé	Ministère en charge de la santé	PV de réception	x			750 000

Activités principales	Activités détaillées	Niveau de priorité	Autorité Responsable	Indicateurs de réalisation	2019	2020	2021	Total
Elaborer la législation et la réglementation appropriées en référence à la loi existante en vue de la surveillance des situations d'origine radiologiques	Elaborer la politique, les stratégies de plans nationaux et de mécanisme de coordination entre les structures relevant des urgences radiologiques, (01 consultant national 15 jours)	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité		x		1 875 000
Elaborer la législation et la réglementation appropriées en référence à la loi existante en vue de la surveillance des situations d'origine radiologiques	Organiser un atelier de validation des documents avec 20 participants. Durée : 5 jours	Elevé	Ministère en charge de la santé	Rapport d'activité		х		4 715 000
Elaborer les lois et la réglementation appropriées en référence à la loi existante pour permettre la surveillance des situations d'origine radiologiques	Imprimer les documents de lois et la réglementation et les vulgariser	Elevé	Ministère en charge de la santé	PV de réception		х		750 000
								132 783 000

6.2.2. Un dispositif de suivi-évaluation

Le suivi sera assuré à différents niveaux de la mise en œuvre par le Point Focal National RSI avec le soutien des autorités nationales et l'accompagnement des partenaires techniques en l'occurrence l'OMS grâce à :

- l'analyse des rapports d'activités au cours des réunions trimestrielles;
- la réalisation des missions intégrées de suivi à différents niveaux de mise en œuvre;
 L'évaluation se fera à travers :
- le bilan de la mise en œuvre du plan de la première année ;
- des revues internes annuelles à partir de la deuxième année ;
- les autoévaluations annuelles de la mise en œuvre du RSI
- Il sera procédé à deux évaluations externes : une à mi-parcours et une à la fin du plan quinquennal.

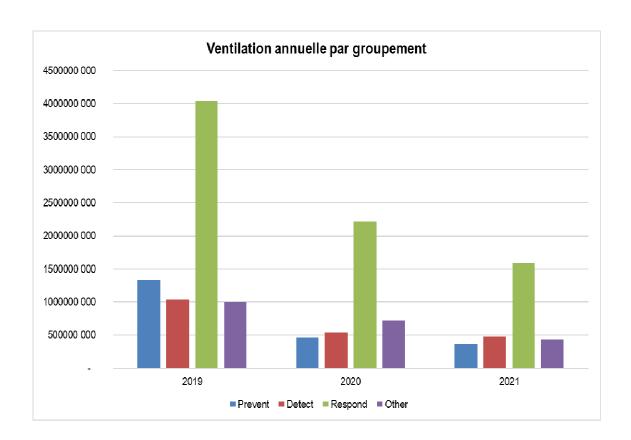
6.2.3. Budget prévisionnel

❖ Répartition des coûts par composante

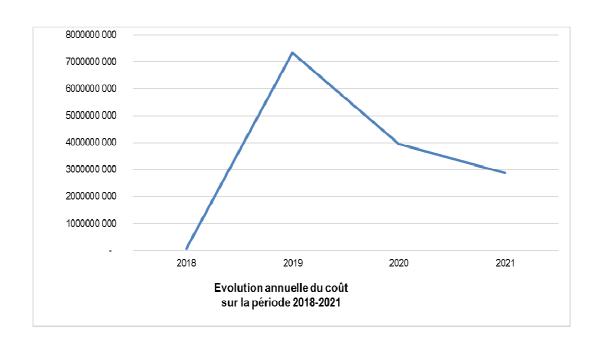
	Domaine technique	2019	2020	2021	TOTAL (en CFA)	
Prevent	1. National Legislation, Policy and Financing	20 660 000	0	0	20 660 000	0.15%
Prevent	2. IHR Coordination Communication and Advocacy	34 320 000	10 535 000	10 535 000	55 390 000	0.39%
Prevent	3. Anti-Microbial Resistance	274 209 572	119 419 000	86 669 000	480 297 572	3.38%
Prevent	4. Zoonotic Disease	369 795 000	151 497 000	118 572 000	639 864 000	4.50%
Prevent	5. Food Safety	33 075 000	17 380 000	2 425 000	52 880 000	0.37%
Prevent	6. Biosafety and Biosecurity	90 256 078	24 299 658	7 850 000	122 405 736	0.86%
Prevent	7. Immunization	506 495 000	140 125 000	140 125 000	786 745 000	5.53%
Detect	8. National Laboratory System	210 219 000	104 080 000	10 540 000	324 839 000	2.28%
Detect	9. Real Time Surveillance	469 208 000	346 900 000	364 320 000	1 180 428 000	8.30%
Detect	10. Reporting	18 052 000	3 609 000	3 609 000	25 270 000	0.18%
Detect	11. Workforce Development	341 331 000	92 400 000	94 800 000	528 531 000	3.71%
Respond	12. Preparedness	1 220 765 000	1 138 015 000	1 017 125 000	3 375 905 000	23.72%

	Domaine technique	2019	2020	2021	TOTAL (en CFA)	
Respond	13. Emergency Response Operations	1 373 680 976	26 720 000	68 950 000	1 469 350 976	10.33%
Respond	14. Linking Public Health and Security Authorities	68 555 000	29 750 000	0	98 305 000	0.69%
Respond	15. Medical Countermeasures and Personnel Deployment	1 035 165 000	1 000 000 000	500 000 000	2 535 165 000	17.82%
Respond	16. Risk Communication	343 291 000	25 054 000	3 000 000	371 345 000	2.61%
Other	17. Points of Entry (PoE)	796 941 000	679 385 000	418 747 000	1 895 073 000	13.32%
Other	18. Chemical Events	127 616 000	0	0	127 616 000	0.90%
Other	19. Radiation Emergencies	79 243 000	42 045 000	18 995 000	140 283 000	0.99%
	TOTAL (en CFA)	7 412 877 626	3 951 213 658	2 866 262 000	14 230 353 285	100%
	Total (en €uros)	11 300 859	6 023 586	4 369 588	21 694 034	

* Répartition des coûts par domaine et par année



* Evolution annuelle des coûts



6.2.4. Plan de mobilisation des ressources

La mobilisation de ressources nécessite un plaidoyer en direction des parties prenantes dans le contexte "Santé unique" qu'il s'agisse des ministères sectoriels, de la communauté, des collectivités locales, des autorités nationales, des partenaires nationaux et internationaux.

6.2.5. Sources de financement

Ce plan sera financé par :

- Le Budget national;
- Le Financement Communautaire ;
- Les Collectivités locales ;
- Les Partenaires Nationaux ;
- Les Partenaires Internationaux.

Conclusion

Elaboré en collaboration avec tous les secteurs concernés et les partenaires, ce plan constitue un document de référence pour la mise en œuvre de la sécurité sanitaire au Bénin. La réussite de sa mise œuvre nécessite l'implication de tous les acteurs.